

LA TEMPÊTE

L'imprévu palestinien dans
la guerre globale



mars 2024

numéro unique
assemblée « sabotiamo la guerra »

LA TEMPÊTE



Hazam Harb, *Dystopia is not a noun #1*, 2023

Sommaire

Préface	5
Introduction	11
Du côté des opprimés palestiniens	16
Notes sur le front ukrainien de la guerre globale	24
Untermenschen du monde entier, unissons-nous !	34
Lueurs internationalistes en solidarité à Gaza	40
Guerre civile globale et front interne	45
La mégamachine qui ruisselle de sang	53
Stratégies médiatiques de la domination et Palestine	61
<i>Annexes :</i>	
Carnages en Palestine. La raison des Etats contre l'humanité	70

LA TEMPÊTE



Hazam Harb, *Dystopia is not a noun #2*, 2023

Préface

« *L'enfer des vivants n'est pas chose à venir ; s'il y en a un, c'est celui qui est déjà là, l'enfer que nous habitons tous les jours, que nous formons d'être ensemble. Il y a deux façons de ne pas en souffrir. La première réussit aisément à la plupart : accepter l'enfer, en devenir une part au point de ne plus le voir. La seconde est risquée et elle demande une attention, un apprentissage, continuel : chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, et lui faire de la place. »*

Italo Calvino, *Les villes invisibles*

La première valeur de ce numéro unique, paru en Italie au cours du mois de mars dernier, est sans doute l'engagement assumé par les auteurs pour le sort de la lutte de la population palestinienne, colonisée, emprisonnée, massacrée, ainsi que de manière subsidiaire le fait que leur prise de position ne cède pas aux chantages écrasants de ceux qui tentent d'assimiler toute position « propalestinienne » à de l'antisémitisme. Au milieu de l'indifférence générale face au génocide en cours à Gaza, rares sont les « *âmes affligées et celles exaltées* » qui manifestent le souci d'agir; *La Tempesta* est de celles-ci.

Toutefois, suite à une première lecture des différents textes qui composent ce numéro unique, nous en sommes sortis avec une impression mitigée et un certain malaise. Frappés que certaines analyses, propositions et points de vue avec lesquelles nous partageons un profond accord, en

côtoient d'autres – espacées parfois d'un point ou d'une virgule à peine – qui ne suscitent en nous que répulsion, nausée et, puisque les auteurs sont anarchistes, de l'effarement. Nous ne sommes pas habitués à ce que des propos réfléchis, construits et cohérents, se gagnent d'un côté nos plus fermes convictions, et que de l'autre ils s'attirent notre plus vigoureux dissensus.

Nous avons néanmoins décidé de traduire ces différents textes, moins pour en rendre possible la lecture aux francophones que pour les livrer à la réflexion de ces lecteurs et lectrices, à la discussion et aux débats. Certains trouveront que c'est un choix ambigu, et ils n'auront peut-être pas tort. Malgré ce que les textes qui suivent contiennent de problématique, malgré des aspects et des passages superficiels, approximatifs ou peu fondés¹ que

¹ Entre autres quand les auteurs font un résumé du développement des événements en Ukraine de 2014 à aujourd'hui fortement imprégné du « récit poutinien », ou quand ils

LA TEMPÊTE

ne manqueront pas de remarquer certains, il nous semble que dans le cours des événements déterminants que nous vivons, annonçant des calamités probablement pire encore, ces textes expriment, développent ou répètent certaines idées, certaines prémisses, certains principes que nous estimons pertinents autant pour permettre une compréhension de la réalité que pour orienter l'agir anarchiste aujourd'hui. Entre autres :

-l'importance de soutenir par des mouvements de solidarité internationale les élans émancipateurs des luttes de décolonisation, et une prise de position claire et intransigeante contre le colonialisme israélien

-la nécessité inflexible de détruire l'État, quel qu'il soit, et l'affirmation qu'il existe un fossé irrésolvable entre *révolution politique* et *révolution sociale*

-malgré son ingénuité et son peu de réalisme compte tenu des circonstances et de l'austérité de l'époque – tant sur le plan existentiel que sur celui des idéaux –, l'affirmation et la présentation de la substitution de l'État israélien – *comme de tout autre Etat* – par la libre fédération de communautés libres comme seul horizon

désirable², seule perspective en mesure d'empêcher que des décennies de violence et de déshumanisation interdise tout vivre-ensemble

-l'affirmation du principe défaitiste comme principe aujourd'hui encore valide, principe selon lequel la lutte des exploitées pendant une guerre doit être dirigée avant tout contre son propre État qui débouche logiquement sur une exhortation volontariste, à savoir que le combat se joue ici, chez nous, et que « *la tâche qui nous revient est d'attaquer nos propres maîtres* »

-le constat que « *si nous ne faisons pas notre part, avec l'action internationaliste d'en bas, l'initiative ne pourra que revenir aux États* » qui découle sur la conviction que seule des interventions internationalistes pourraient faire la différence

-une mise en perspective du contexte actuelle synthétisée ainsi : « *La guerre en Ukraine, tout comme le conflit en Asie Occidentale (dénomination qui nous semble indubitablement moins eurocentriste que le Moyen Orient), sont des chapitres, à certains égards des fronts différents, d'un conflit global toujours plus vif, qui voit en perspective l'affrontement entre les États-*

qualifient à la volée la population de Gaza de « peuple-classe » sans États.

2 Ce qui implique nécessairement le dépassement des barrières nationales, ethniques et religieuses. Dépassement qui était porté en partie par les mouvements de révolte des printemps arabes notamment en Syrie, ou plus récemment dans le soulèvement en Iran. A ce propos, il est aussi significatif que funeste qu'au cours d'assemblées pro-palestiniennes parisiennes en octobre-novembre dernier, des groupes d'exilés iraniens et syriens critiquant le Hamas aient été mis en minorité par un anti-impérialisme gauchiste implicitement philo-Hamas.

numéro unique

Unis et la Chine, et qui se place dans l'horizon stratégique de la lente perte d'hégémonie de la part du capitalisme occidental, qui reste cependant largement dominant pour le moment. »

-l'affirmation que la militarisation n'est pas un processus en cours mais un principe fondamental de la modernité, son pré-supposé. Que l'extension de la guerre aujourd'hui ne doit pas être attribuée uniquement à l'élément militaire, mais qu'elle est indissociable des éléments civils, sociaux et économiques, autrefois présentés comme séparés et désormais organisés sans pudeur d'une manière toujours plus étroite par les seigneurs de l'abîme.

-la conscience de la menace que représente le lien indéfectible entre la guerre, des formes accrues de censure et de propagande et la répression.

Cela étant, nous trouvons insupportable que ce qui a eut lieu le 7 octobre dernier soit présenté sous les vocables euphémisant et trompeur d'« *action du 7 octobre* », d'« *action du 7 octobre de la résistance palestinienne* », d'« *action de la résistance palestinienne du 7 octobre* ». Le choix de ces termes – quand nous trouverions plus juste de parler de *massacre*, ou a minima d'*attaques sanglantes* – est révélateur d'un problème plus général

dans les différents textes, à savoir une sorte d'affranchissement du réel de la part des auteurs, un rapport idéologique au monde qui conduit nécessairement à travestir les faits jusqu'à s'enfermer dans un campisme pénible : la pureté du bien d'un côté – la « résistance palestinienne » – et le mal absolu de l'autre – Israël et ceux qui y vivent. Pour notre part, nous continuerons à penser que rien ne saurait justifier des actes comme les viols, les tortures, la débauche meurtrière sur des civils sans défense, d'où qu'ils proviennent, quelque soit le contexte, quelque soit les auteurs, quelque soit les intentions. Nous pensons jusque là qu'il fallait être une raclure, un réactionnaire ou un gauchiste, une méprisable et misérable personne en somme, pour ne pas s'ériger, inflexibles, contre de tels actes, ou pour en diminuer la portée et balayer d'un revers de main cette abîme sous prétexte qu'il s'agirait dans ce cas de « colons ».³ Nous nous trompions⁴. Si historiquement une partie des anarchistes s'est toujours évertuée à considérer, à promouvoir et à défendre la violence comme un moyen d'action nécessaire et juste, la violence libératrice dont il a toujours été question contient ses propres règles, sa propre éthique, et ne peut en aucun cas être une violence indiscriminée. Faut-il d'ailleurs rappeler que les

3 Colons, vraiment, les travailleurs thaïlandais, bédouins du Néguev, arabes israéliens, exploités dans les kibbutz, morts par dizaine le 7 octobre, et pris en otage par centaine ?

4 Avouons-le, découvrir qu'il puisse exister une concordance sur de telles questions entre des anarchistes et les catégories mentionnées ci-dessous est troublant.

LA TEMPÊTE

anarchistes de la Machknovtschina et de la révolution espagnole punissaient par la mort les viols et les pogroms? C'est une chose de ne pas vouloir « crier avec les loups » contre l'attaque du 7 octobre, en la justifiant dans l'ensemble par le fait que « quand une bête est enfermée dans de terribles conditions il ne faut pas s'étonner si à peine échapper à sa cage elle fait un bain de sang aveugle » (argument déjà glissant), ou bien en préférant « diluer » certaines horreurs par une recherche de la « vérité des faits », et les minimiser en les pondérant intellectuellement (le rapport à la « violence » dans un tel contexte de colonisation a ses spécificités qu'on ne peut pas éluder). Mais qu'un regard anarchiste actuel puisse faire non seulement l'impasse sur les horreurs du 7 octobre, en n'y posant aucune critique et pas même un léger bémol – tombant au passage dans la même logique de déshumanisation de l'ennemi qu'ils identifient dans le « génocide automatisé » mené par l'État israélien et son armée –, et qu'il en arrive même implicitement à les valoriser et à en faire des sortes d'éloges douteuses (« la revanche de la variante humaine et opprimée contre l'omnipotence techno-militaire ») en les drapant sous les oripeaux de « la Résistance palestinienne » est selon nous aussi injustifiable que toxique.

L'emploi récurrent de cette notion de « résistance palestinienne » est à nos yeux un deuxième nœud de problèmes. Si parler de la « résistance palestinienne » (parfois même de la « Résistance palesti-

nienne ») est sans doute bien commode pour ne pas s'attarder sur d'épineuses questions, qui plus est accumulées en strates au cours des décennies passées, cela procède là aussi d'un travestissement de la réalité, car c'est utiliser une construction imaginaire, lisse et homogène, pour recouvrir une réalité complexe. La « résistance palestinienne » n'est ici pas autre chose qu'un spectre, gommant toutes les altérités, les antagonismes, les différences, les clivages, les contradictions, les incompatibilités et les conflits entre différentes expressions réelles des luttes – et des luttes dans la lutte – passées et présentes en Palestine. Cela revient de fait à gommer l'histoire et l'évolution de ces luttes, de leurs composantes, de leurs perspectives propres et des personnes qui y prirent part. N'y a-t-il donc aucune différence entre les intifadas du passé, les épisodes comme l'envoi de cerfs volants incendiant les champs israéliens en 2018 et les attentats dans les bus, ou entre des manifestations le long de la frontière israélienne et des attaques comme celles du 7 octobre ? N'y a-t-il donc aucune différence fondamentale entre la formation et l'organisation d'un « parti armé » religieux comme le Hamas – une émanation des Frères Musulmans qui dit trouver ses principes dans le Coran et se battre au nom de l'Islam, en lien étroit avec l'état iranien et l'État du Qatar, valorisant la mort en martyr et les attentats-suicides –, et des formations armées poursuivant des idéaux de liberté, de justice sociale et d'émancipation, ou des soulèvements populaires avec ce qu'il

numéro unique

compte d'auto-organisation ? N'y a-t-il donc aucune différence entre un conflit militaire et une insurrection sociale, entre un combat orchestré par des politiciens et des soulèvements populaires ? Pourtant, les préoccupations et les réflexions autour des problèmes comme la militarisation de la « résistance », de la spécialisation en combattant, de la concentration des décisions, de l'organisation et des moyens matériels entre les mains d'un état-major, a fortiori dépendant d'organisations et de puissances étrangères et donc soumis à leurs logiques et intérêts ont jalonné l'histoire des luttes passées, et l'aplatissement de ces problématiques, sous couvert d'une fantasmagorie « résistance palestinienne » aujourd'hui représenterait une perte dont on ne peut mesurer l'étendu. Les luttes et les résistances ne sont pas des pierres précieuses, les anarchistes, les révolutionnaires et les subversifs ne sont pas des joailliers : faisons alors en sorte que ceux-ci conjuguent la compréhension active, l'engagement, la solidarité et la critique dans un même mouvement, et que la quête de pureté reste la triste affaire des diamantaires.

Au fond, a-t-on vraiment besoin de ces mystifications idéologiques pour critiquer les massacres israéliens, ceux de l'OTAN, l'industrie militaire, ou la technologie ? A-t-on besoin d'omettre des critiques nécessaires, doit-on se priver d'assumer nos idées anti-autoritaires, anti-nationalistes et anti-religieuses pour prendre une position nette contre le colonialisme israé-

lien et le nettoyage ethnique qu'il poursuit depuis plusieurs décennies déjà ? En quoi est-ce que le fait d'exalter de manière a-critique la « résistance palestinienne » nous ferait avancer *ici* ou apporterait quelque chose au conflit en cours *là-bas* ?

On ne compte plus les événements de l'histoire contemporaine qui nous enseignent que, contrairement à une promesse aveugle des Lumières, ce n'est pas le sommeil de la raison qui génère des monstres, mais la raison elle-même. Quand à nos mondes sensibles, embarqués par les courants glacés du progrès, accablés par le règne métallique de la technique, rongés par les métastases de la politique, pétrifiés par les eaux froides du calculs égoïstes, écerclés par les tambours de l'idéologie, nous ne sommes plus stupéfaits, désormais, de réaliser qu'il en reste bien peu de choses. Nous pensons toutefois qu'il est d'une importance fondamentale de les préserver, envers et malgré tout, et qu'aujourd'hui la rencontre entre la juste lucidité et le combat anarchiste consiste aussi à appréhender les événements et évaluer les discours qui les accompagnent – ou les commentent – à partir de ceci : *le sommeil de l'émotion et de la sensibilité génèrent de bonnes raisons*. Une pléthore de commentateurs (qu'il s'agisse d'experts militaires, de politiciens, d'intellectuels, de journalistes ou d'activistes et de militants) nous rabâchent en effet sans trêve leurs *bonnes raisons* pour justifier telle ou telle guerre

LA TEMPÊTE

en cours ou à venir, nous dégueulent leurs *bonnes raisons* devant l'empilement des cadavres, des corps et des existences meurtries. Combien d'entre eux les ravaleraient, ces *bonnes raisons*, s'ils se retrouvaient (eux ou leurs proches) au beau milieu des charniers et des borbiers ensanglantés, cernés par la désolation, directement *touchés* par les événements ? Contre cette tradition si occidentale qui, après avoir séparé la raison et l'intellect des passions et des affects, les hiérarchisant en jugeant la première noble et la seconde vile, nous nous attachons à penser, toujours, *avec le cœur et la raison*. C'est

d'ailleurs pour ce motif que nous reproduisons en annexe un texte paru récemment, intitulé *Carnages en Palestine. La raison des États contre l'humanité*, qui alliant intelligence, sensibilité, principes et éthiques révolutionnaires et anarchistes, répond magistralement à tous ceux et celles qui depuis des mois, parviennent à intoxiquer et à rendre plus funeste encore un air déjà vicié et irrespirable.

Les traducteurs, juin 2024

Or, ce qu'il y a de tragique dans notre situation c'est que, tout en étant convaincu de l'existence des vertus humaines, je puis néanmoins nourrir des doutes quant à l'aptitude de l'homme à empêcher l'anéantissement du monde que nous redoutons tous. Et ce scepticisme s'explique par le fait que ce n'est pas l'homme qui décide, en définitive, du sort du monde, mais des blocs, des constellations de puissances, des groupes d'États, qui parlent tous une langue différente de celle de l'homme, à savoir celle du pouvoir.

Je crois que l'ennemi héréditaire de l'homme est la macro-organisation, parce que celle-ci le prive du sentiment, indispensable à la vie, de sa responsabilité envers ses semblables, réduit le nombre des occasions qu'il a de faire preuve de solidarité et d'amour, et le transforme au contraire en codétenteur d'un pouvoir qui, même s'il paraît, sur le moment, dirigé contre les autres, est en fin de compte dirigé contre lui-même. Car qu'est-ce que le pouvoir si ce n'est le sentiment de n'avoir pas à répondre de ses mauvaises actions sur sa propre vie mais sur celle des autres ?

Si, pour terminer, je devais vous dire ce dont je rêve, comme la plupart de mes semblables, malgré mon impuissance, je dirais ceci : je souhaite que le plus grand nombre de gens possible comprennent qu'il est de leur devoir de se soustraire à l'emprise de ces blocs, de ces Églises, de ces organisations qui détiennent un pouvoir hostile à l'être humain, non pas dans le but de créer de nouvelles communautés, mais afin de réduire le potentiel d'anéantissement dont dispose le pouvoir en ce monde. C'est peut-être la seule chance qu'ait l'être humain de pouvoir un jour se conduire comme un homme parmi les hommes, de pouvoir redevenir la joie et l'ami de ses semblables.

Stig Dagerman, *Le destin de l'homme se joue partout et tout le temps*

Introduction

Ne vous apercevez-vous pas que toute cette génération est dans l'attente d'un cataclysme épouvantable ; qu'elle entend monter la tempête, et que chaque bourgeois se hâte de s'assurer contre la mort prochaine, dût-il, pour cela, faire périr tous ceux qui lui sont chers. À quoi bon des discours de maître d'école à des gens aux trois quarts noyés ?

Ernest Coeurderoy, *Jours d'exil*

S'il existe aujourd'hui « des gens aux trois quarts noyés », c'est sans l'ombre d'un doute la population de Gaza. Enfermée entre deux frontières, systématiquement bombardée depuis plus de quatre mois, fuyant les décombres, hébergée par milliers dans des tentes de fortune, exposée à la faim, à la soif, aux maladies. La destruction des hôpitaux et des installations de désalinisation de l'eau, le bétonnage des puits, les tirs contre les ambulances, les attaques contre le réapprovisionnement en nourriture, un infanticide de masse, la suppression de toute mémoire historique et culturelle : cette horreur sans fin a les traits indéniables du génocide. De plus : compte tenu de l'utilisation structurelle de l'intelligence artificielle (*Évangile*, voilà comment a été nommé la planification algorithmique des bombardements de Gaza), nous sommes en train d'assister au premier génocide automatisé de l'histoire. Contemporains d'une nouvelle Nakba – avec les représentants du gouvernement israélien qui proposent ouvertement la déportation des gazaouis dans le désert du Sinai, dans les terres du Congo ou sur une île artificielle – seule l'action résolue peut

nous sauver de l'inertie, de l'inhumanité ou des larmes. Au bord d'un tel abîme, à quoi les mots peuvent-ils servir ? Dans un texte de 1937 (*Pouvoir des mots*), Simone Weil écrivait : « *Mais qu'on donne des majuscules à des mots vides de signification, pour peu que les circonstances y poussent, les hommes verseront des flots de sang, amoncelleront ruines sur ruines en répétant ces mots [...] ; rien de réel ne peut jamais leur correspondre, puisqu'ils ne veulent rien dire* ». « Démocratie », « valeurs occidentales », « Droit international » ne sont pas seulement des mots vides de signification enterrés sous les décombres de Gaza ; ils forment « l'escorte » de ces bombes, de ce sang, de ces morts. C'est à d'autres mots – aux bouches et aux cœurs capables d'en ressentir tout le poids – que la jeune Simone Weil confiait une tâche opposée, nécessaire et impossible : « *Éclaircir les notions, discréditer les mots congénitalement vides, définir l'usage des autres par des analyses précises, c'est là, si étrange que cela puisse paraître, un travail qui pourrait préserver des existences humaines* ». Nous devons penser, parler et écrire *comme s'il en était ainsi*.

Dans le cadre de ses spécificités indé-

LA TEMPÊTE

lébiles – qui tiennent à la double nature de l'État israélien : avant-poste de l'impérialisme occidental et en même temps l'unique colonialisme de peuplement encore en cours –, la guerre contre les palestiniens fait partie d'un conflit mondial entre les différents blocs étatico-capitalistes. Voilà pourquoi la question palestinienne est le reflet d'un système mondial tout en étant à la fois son imprévu. Pas uniquement parce que l'action du 7 octobre – au-delà des lectures qu'on lui prête – a représentée la revanche de la variante humaine et opprimée contre l'omnipotence techno-militaire, contre ses murs électroniques, ses drones, sa surveillance de masse ; mais aussi parce que la solution à la question palestinienne ne peut pas advenir sans le démantèlement d'un système colonial dans son ensemble et de l'impérialisme occidental qui le soutient. Quel que soit ce qui se trouve dans les têtes des résistants palestiniens, la libération du sionisme ne peut que passer par un choc révolutionnaire contre nos propres oppresseurs. C'est là que s'inscrivent aussi bien les rapports entre la lutte de classe sous nos latitudes et la décolonisation de cette terre, que

La tâche qui nous revient
est d'attaquer nos propres
maîtres, c'est-à-dire de
briser les collaborations
entre « notre » État et les
massacreurs du peuple
palestinien

la nécessité de donner une signification précise à l'expression « Palestine libre ». « Deux peuples, deux États » n'est désormais qu'une blague sanglante. Les « territoires palestiniens occupés » représentent les 22 % de la Palestine historique ; en Cisjordanie, un colon israélien est installé pour trois palestiniens ; l'Autorité Nationale Palestinienne est de fait un policier et un gardien de prison à la solde de l'occupant. Mais surtout : dans l'histoire, on n'a *jamais* vu un État de colonisé à côté d'un État de colonisateurs. La perspective d'un État unique aconfessionnel à ériger sur les ruines du système colonial sioniste est bien sur plus logique et conséquent (en effet cela a toujours été la revendication des palestiniens, depuis la fin des années Soixante jusqu'à la « trahison » de Al Fatah avec les accords d'Oslo, et elle revient aujourd'hui en force dans le débat). Mais une telle perspective – qui, répétons-le, présuppose un véritable processus révolutionnaire aussi bien dans la région que dans les rapports internationaux – conduirait au développement de cette classe bourgeoise palestinienne qui, dans le système colonial, ne peut que demeurer à peine

numéro unique

plus qu'une classe privilégiée et collaborationniste. En quelques mots : comme cela est toujours arrivée dans l'histoire, en Palestine aussi l'État, n'importe quel État, barrerait la route à une authentique révolution *sociale*, qui reste toujours possible tant que les jeux ne sont pas faits. Si, comme l'écrivait dans le lointain 1907 l'anarchiste juif allemand Gustav Landauer, « l'État est la forme historique qui a remplacé le vivre-ensemble », alors seule la substitution de l'État israélien par la libre fédération de communautés libres peut empêcher que des décennies de violence et de déshumanisation interdise tout vivre-ensemble, créant une nouvelle domination de classe. Voilà ce que signifie pour nous « Palestine libre », un enchevêtrement de décolonisation et de transformation radicale des rapports sociaux post-coloniaux. Il est tard, dans ce sens, pour les discours de maîtres d'école. D'abord parce que quand ce qui est en jeu ce ne sont pas les *conditions* de vie, comme c'est le cas

pour le prolétariat occidental, mais la survie même face à un système qui fait de l'élimination un principe organisatif, le recours à la violence est une nécessité absolue ; deuxièmement parce que seuls ceux qui luttent sur ces terres peuvent décider concrètement de leur avenir.¹ La tâche qui nous revient est d'attaquer nos propres maîtres, c'est-à-dire de briser les collaborations entre « notre » État et les massacreurs du peuple palestinien² (collaborations que l'opération militaire contre le Yémen transforme en soutien *direct* avec le génocide en cours). Seul un mouvement international en mesure de mettre en crise le système-Israel pourra avoir son mot à dire sur le futur commun des terres et de la Terre.

Dans la tempête d'une tendance structurelle vers la guerre, tandis que tous les chantres de la domination voudraient nous faire ouvrir grand la bouche face à l'impérieuse nécessité de la Force, les forces en jeu démontrent chaque jour un peu plus leur caractère *contingent*.

1 On peut assumer la nécessité du recours à la violence, tout en critiquant voire en condamnant un certains types de recours à la violence, certaines formes de violences. Pour qui considère que la nécessaire cohérence entre les moyens et les fins est primordiale, que c'est à cette source même que puise l'idéal anarchiste, la critique aussi dure soit-elle n'a alors rien à voir avec un discours de maître d'école et tout à voir avec l'expression vivante et concrète des principes anarchistes. Par ailleurs, prononcer un jugement autonome, émettre une pensée personnelle, exprimer des critiques sincères, ce n'est en aucun cas décider pour d'autres de leurs destinées, bien au contraire, nous y voyons là précisément des pratiques essentielles au développement et à la croissance d'un « mouvement de lutte », par l'émulation, la clarification et les clivages nécessaires qu'elles permettent, ainsi qu'à l'émergence d'une vie libre. Qu'en est-il de la pensée unique, du refus de la critique et de la répétition de mantra politique ? (Note des traducteurs)

2 Le collectif *Stop Arming Israel* a publié en mars 2024 un *Guide des entreprises françaises d'armement complices d'Israël* particulièrement intéressant d'un point de vue contre-informatif. On peut notamment le trouver sur le site *infokiosques.net*. (NdT)

LA TEMPÊTE

L'OTAN est en train de perdre en Ukraine, l'Afrique bouillonne à nouveau, le commerce mondial est mis en crise par un des pays les plus pauvres de la planète, les bases militaires états-uniennes sont frappées par des formations non étatiques. Voilà pourquoi la répression contre les immigrés (et les compagnons) avance. Voilà la raison des plans de réarmement, des annonces d'enrôlement de masse, de la censure qui se montre sous sa véritable lumière. « Révolution ou guerre » : voilà un concept qui est déjà dans la matière du monde ; un concept qui, « *si étrange que cela puisse paraître, [...] pourrait préserver des existences humaine* ». Alors que la tempête monte, ce *numéro unique* veut souffler dans ce sens.■

numéro unique



Samah Shihadi, *Dair Al-Quassi*, 2023

LA TEMPÊTE



Mustafa El Hallaj, *Untitled*, 1968

Du côté des opprimés palestiniens

Si la guerre en cours en Palestine doit être lu avant tout à partir de la *volonté* des gazaouis de se rebeller contre des conditions de vies toujours plus inhumaines et insupportables, il est également clair que toute initiative politique et militaire s'inscrit dans un contexte, et que n'importe quelle résistance organisée évalue non seulement quand agir, mais aussi ce qu'elle pense obtenir (au moins en terme d'objectifs immédiats). Il nous semble assez plausible que, avec l'action du 7 octobre, l'objectif *politique* d'au moins certaines organisations de la résis-

Alors qu'en Ukraine les factions réelles et leurs armements rendent l'affrontement symétrique aussi bien au niveau politique que militaire, le conflit en Palestine est d'une asymétrie féroce.

tance palestinienne a été de s'insérer comme un coin dans le processus de normalisation du soi-disant Moyen Orient (et de l'isolement supplémentaire de l'Iran) initié par les accords d'Abraham [en 2020], qui aurait définitivement éclipsé la question palestinienne de l'horizon des États arabo-musulmans ; tandis que le choix de la période durant laquelle a eu lieu l'action ne nous semble pas fortuit, coïncidant avec le moment d'essoufflement maximal des troupes de Kiev en Ukraine (et donc de l'impérialisme occidental qui les arme).¹ Cela dit,

¹ Lidée selon laquelle « la guerre en cours en Palestine doit être lu avant tout à partir de la *volonté* des gazaouis de se rebeller contre des conditions de vies toujours plus inhumaines et insupportables » nous semble spéieuse. D'une part car elle sous-entend que « les gazaouis » seraient à l'origine de l'initiative du massacre du 7 octobre, quand en réalité c'est la branche armée du Hamas qui l'a planifié, organisé et mis en œuvre. De l'autre car elle conduit à ne considérer « la *volonté* des gazaouis de se rebeller contre des conditions de vies toujours plus inhumaines et insupportables » que d'une manière unilatérale (les gazaouis contre Israël), évinçant alors totalement le fait que si cette « volonté » existe, et nous le pensons,

LA TEMPÊTE

les différences entre le conflit en Ukraine et le massacre en cours à Gaza nous semblent d'une importance majeure. Alors qu'en Ukraine les factions réelles et leurs armements rendent l'affrontement symétrique aussi bien au niveau politique que militaire, le conflit en Palestine est d'une asymétrie féroce. D'un côté un peuple-classe sans État (au point de ne posséder aucun passeport), qui n'a pas d'autre chose à perdre que sa vie incarcérée ; de l'autre l'État avant-poste de l'impérialisme occidental au Moyen-Orient. D'un côté une résistance qui peut tout au plus s'armer de roquettes artisanales ; de l'autre une des armées les plus *high tech* du monde, ainsi qu'un *hub* mondial pour les expérimentations militaires (et sociales) de tout type, qui exporte partout des systèmes d'armements et des technologies testées sur les *corpore vili* des palestiniens. D'un côté ceux qui massacrent des humains, des femmes, des vieux et des enfants par milliers ; de l'autre ceux qui ne peuvent pas donner beaucoup plus que leur propre sang pour maintenir vive l'attention internationale sur leur cause².

Si nous nous déplaçons du plan de l'affrontement sur le terrain géopolitique, l'asymétrie est tout aussi évidente. L'idée d'une possible « réalisation REGGIA internationale » (dans le cadre de cette sorte d'alliance informelle connu comme Axe de la résistance, qui réunit

l'Iran, le Hezbollah, les Huthis du Yémen, les milices chiites irakiennes et les États à moitié en ruines tels le Liban et la Syrie, en plus du Hamas lui-même) n'a pas trouvé, au cours de ces mois, que des démentis. D'abord, le 3 novembre dernier, a eu lieu le discours du leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui dans son apologie de l'héroïsme de Gaza a assuré que l'action du 7 octobre « a été conçue et réalisée à cent pour cent par des palestiniens » (ceux qui connaissent la situation de l'Asie occidentale savent que les palestiniens aussi bien que les israéliens *se fient* aux déclarations de Nasrallah, historiquement connu pour ne pas parler dans le vide) ; et puis, surtout, le 11 novembre dernier a eu lieu le sommet de Riyad, où étaient présents tous les Pays de la Ligue des États Arabes et de l'Organisation de la Coopération Islamique. Des saoudiens « modérés » aux « extrémistes » iraniens, de Bin Salman à Raisi, tous ont exprimé des condamnations envers Israël, garantissant tout à la fois que *personne* ne bougerait un petit doigt. Ni en intervenant directement, ni en mettant en œuvre des sanctions économiques, et pas même en fermant leur espace aérien aux avions de chasse et aux drones d'Israël et de ses complices internationaux. La raison à cela est vite dite. Avec son canal de Suez, ses détroits (comme Bab el-Mandeb et Ormuz), les ga-

elle s'exprime aussi *contre le Hamas lui-même*, comme les manifestations dans la bande de Gaza en 2019 ou en août dernier, réprimées dans le sang et la torture par la police gazaouie, le démontrent sans équivoque. (NdT)

2 Si le conflit en Palestine nous semble effectivement d'une asymétrie féroce, la binarité présentée ici a quelque chose de doublement dérangeant : d'une part parce que « l'attention internationale » sur la cause palestinienne semble n'avoir depuis plusieurs années scandaleusement plus rien – ou si peu – à faire du sang « donnée » par les palestiniens, de l'autre parce que ce qui a attiré l'« attention internationale » le 7 octobre dernier et les premières semaines qui ont suivi ce n'est pas le sang versé par les gazaouis, mais le sang qu'une partie d'entre eux ont fait couler de l'autre côté du mur. (NdT)

numéro unique

Alors que les scénarios qui pourraient s'ouvrir font tout simplement froid dans le dos, une position « désarmiste », pour la désertion et le « cessez-le-feu » *des deux côtés*, nous semble – dans ce cas – totalement indéfendable.

zoducs et les oléoducs qui la traversent, l'Asie Occidentale contemporaine est un véritable carrefour d'intérêts politiques et économiques qui finissent par lier des pays comme la Russie ou la Turquie, la Chine et les pétromonarchies du Golf soit à l'un soit à l'autre wagon (à Israël et à ses parrains occidentaux comme à l'Iran). Si historiquement les palestiniens ont *toujours* été trahi par les États arabes et islamiques (quoi qu'on dise, faire des affaires avec l'Occident est plus avantageux que de le combattre), aujourd'hui encore ceux qui voudraient supprimer l'État sioniste de la surface de la terre pâtissent largement de l'œuvre de déstabilisation menée par les États-Unis (et par l'État d'Israël lui-même) au cours des vingt dernières années. Parmi les États en ruines (Liban, Irak), partiellement occupés par des troupes étrangères (Syrie), étranglés par la dette (Égypte) ou insuffisamment équipés pour un conflit avec l'Occident (Iran), tous craignent qu'une guerre marquerait leur fin. Même une organisation comme le Hezbollah est contrainte d'avancer avec les pieds plombés, et se limite à tenir engagée une partie de l'armée israélienne en recourant à des tirs de missiles à la frontière libanaise. En effet, en cas de nouvelle guerre au Liban, le Hezbollah risquerait de payer un prix politique très salé, conduisant peut-être à

sa fin en tant qu'organisation.

La résistance palestinienne, en somme, semble ne pas avoir de saints au paradis des États. Ce sont plutôt les *peuples* des Pays arabo-musulmans, outrés par l'inertie de leurs dirigeants, qui cherchent à les pousser à intervenir ; tandis que ce n'est pas un hasard si le seul gouvernement qui a agi concrètement en solidarité avec les palestiniens est le gouvernement yéménite, né d'une insurrection contre le précédent régime philo-occidentale et de la guerre *par procuration* qui en a découlé (d'abord avec Daesh, puis avec la monarchie saoudienne et ses alliés en qualité de *proxy* des États-Unis). À l'inverse, ce sont plutôt Israël et les puissances occidentales (les États-Unis et la Grande Bretagne à leur tête, et la France, l'Allemagne et l'Italie derrière) qui cherchent l'élargissement du conflit – à partir des attentats et des « exécutions extrajudiciaires » en Iran, en Syrie et au Liban. Israël pour se sortir du *bourbier* de Gaza et prendre la Bande de Gaza, chose impossible à faire sans éradiquer la résistance palestinienne, et donc sans faire place nette de tous ses défenseurs internationaux (l'Iran en tête). Les puissances occidentales pour réaffirmer leur suprématie dans la région, saisissant l'occasion pour y empêcher la pénétration de l'État chinois (qui dans le

LA TEMPÊTE

Dans un contexte comme celui-ci, le soutien à un camp en guerre (les opprimés palestiniens) à travers l'attaque contre l'autre (l'État d'Israël et ses parrains, qui sont aussi nos oppresseurs directs) ne nous semble pas être une contribution, mais un *antidote* à l'élargissement du conflit

cadre des nouvelles « routes de la soie » a des relations très étroites avec l'Iran, et envers lequel l'État iranien exporte environ 90 pour cent de son pétrole national). Nous ne savons pas sur quoi pourra déboucher cette situation mais la possibilité d'une *guerre ouverte* au niveau mondial nous semble toujours plus sur le pas de la porte. Si l'attaque contre le Yémen faisait entrer l'Iran sur le terrain, cela pourrait entraîner l'intervention de la Chine et de la Russie, avec l'effet-domino typique des conflits planétaires passés. Par ailleurs, « on ne naît pas guerre mondiale, on le devient »...

Alors que les scénarios qui pourraient s'ouvrir font tout simplement froid dans le dos, une position « désarmiste », pour la désertion et le « cessez-le-feu » *des deux côtés*, nous semble – dans ce cas – totalement indéfendable. Non seulement parce qu'il n'y a aucune *symétrie* entre l'État d'Israël – un des États les plus oppressifs, équipés et féroces au monde – et les palestiniens – un des peuples les plus

pauvres et opprimés de la planète ; non seulement parce que Israël est depuis toujours l'avant-poste de l'impérialisme occidental dans le prétendu Moyen Orient, alors qu'il n'y a autours des palestiniens aucun bloc capitaliste défini (ce dernier pourrait cependant se former au cours de la guerre elle-même) ; et non seulement parce que cela serait éthiquement inacceptable de demander de ne pas se rebeller à une population colonisée, traquée et assassinée depuis plus d'un siècle (tandis qu'il serait tout simplement absurde de demander aux gazaouis de « désertre »... leur prison à ciel ouvert). Mais ce n'est pas tout. En admettant que l'État d'Israël (pour le moment dirigé par une véritable bande du Ku Klux Klan) soit disposé à s'arrêter, renonçant à la solution finale de la question de Gaza³, un « cessez le feu » suivant les conditions d'Israël – c'est-à-dire *sans la libération des prisonniers palestiniens des prisons israéliennes* – ne serait pas autre chose qu'une reddition. Si, ce faisant,

3 L'analogie nous semble ici bien peu cohérente avec l'intention de Simone Weil dont il est question dans l'introduction. S'il faut « *éclaircir les notions, discréditer les mots congénitalement vides, définir l'usage des autres par des analyses précises* », l'emploi ici de l'analogie avec la solution finale, loin d'être une analyse précise, *brouille les notions* plus qu'autre chose, du moins si l'on s'en tient minimalement au sens que recouvre les termes de « solution finale », à savoir le projet d'extermination de tous les juifs d'Europe mis en œuvre par les nazis. (NdT)

numéro unique

les palestiniens perdraient une occasion historique, le système-Israël ne ferait qu'attendre un nouveau prétexte pour achever le travail qu'il n'a fait que poursuivre tout au long de son histoire. Nous rappelons-nous – sans trop remonter dans le temps – de Jenin, des opérations « Plombs Durcis » et « Bordures Protectrices » ? Et que dire de la « Grande marche du retour » de 2018-2019, quand 234 palestiniens ont été tués (et environ 33 000 gravement blessés) alors qu'ils défilaient quasiment désarmés à cotés du Mur électronique ?

Si le colonialisme de peuplement « n'est pas un événement » mais une « structure » qui fonctionne tant qu'elle n'a pas atteint ses buts, la question palestinienne ne peut avoir que deux solutions : l'élimination des natifs ou bien la fin de la « structure » même, c'est-à-dire de l'État colonialiste israélien et de toute l'architecture du système colonial. S'il serait obscène d'abandonner les palestiniens à leur sort au nom de la « paix » (laquelle ? Pour qui ?), nous doutons fortement que les conditions soient réunies. Dans un contexte comme celui-ci, le soutien à un camp en guerre (les opprimés palestiniens) à travers l'attaque contre l'autre (l'État d'Israël et ses parrains, qui sont aussi nos oppresseurs directs) ne nous semble pas être une contribution, mais un *antidote* à l'élargissement du conflit (voulu et cherché de toute façon, c'est bien de le répéter, par « les nôtres »). Si nous ne faisons pas notre part, avec l'action internationaliste d'en bas, l'initiative ne pourra que revenir aux États.

Nous sommes convaincus que la mobilisation internationaliste pourrait faire la différence. L'important est de nous demander *comment*. Malgré le fait que l'économie israélienne subisse actuellement des coups très durs de plusieurs cotés (de l'intérieur : voilà des mois que le personnel des *start up* est mobilisé dans

l'armée, tandis que les travailleurs palestiniens ne peuvent plus aller travailler en Israël ; de l'extérieur : le blocus de la Mer Rouge, d'ailleurs pour le moment seulement *aggravé* par l'intervention occidentale ; la campagne internationale de boycottage et de sabotage des activités liées à Israël, remarquable par son intensité et par les résultats déjà obtenus), l'arme économique pourrait ne pas suffire. Engagé dans un conflit désormais *existentiel*, et en outre actuellement entre les mains d'une clique gouvernementale imprégnée de militarisme théocratique, l'État sioniste ne pourra qu'aller jusqu'au bout. Si l'attaque sous différentes formes contre les entreprises est néanmoins utile (et, dans le cas du secteur techno-

Seul *une profonde crise sociale* – c'est-à-dire, une révolte généralisée – à l'intérieur des différents Pays occidentaux pourrait amener Israël à reculer. C'est dans cette direction que nous devons pousser

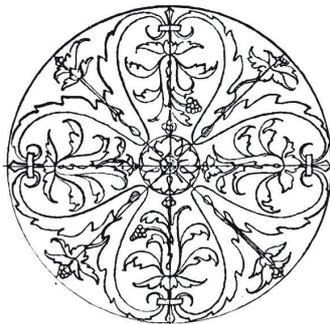
logique, c'est aussi une immanquable occasion d'agitation sur le lien entre recherche, guerre et incarcération technologique de la société), il ne faut toutefois pas la surévaluer. L'aspect central est probablement ailleurs.

LA TEMPÊTE

Avant-poste de l'impérialisme occidental depuis toujours, Israël est alimenté (en termes militaires aussi bien qu'économiques) *précisément pour cette raison et dans ce but* ; et sans ce soutien matériel collectif de l'Occident, Israël ne tiendrait pas longtemps. Si cela est **vero come è vero**, alors seul *une profonde crise sociale* – c'est-à-dire, une révolte généralisée – à l'intérieur des différents Pays occidentaux pourrait amener Israël à reculer. C'est dans cette direction que nous devons pousser ; cette direction, qu'on y prête bien attention, que la classe dirigeante de chez nous craint depuis le lendemain du 7 octobre. Pour quelle raison l'État allemand et celui français ont-ils réprimé dès le début, avec la plus grande dureté, toutes les manifestations en solidarité avec la Palestine ? Et pour quelle raison, à l'inverse (et malgré les premières menaces dans ce sens), les manifestations en Italie ont-elles été autorisées ?

Dès le début, ce qui a été craint c'est un sou-

lèvement des masses arabes et musulmanes à l'intérieur des pays occidentaux, et de leur potentiel lien avec le mécontentement des « blancs ». Là où au cours des dernières années les rues ont montré plus d'une fois une certaine vivacité (avec des moments semi-insurrectionnels dans le cas français), l'autorité a procédé avec une poignée de fer ; à l'inverse, en Italie, après un premier moment, celle-ci a évalué qu'il valait mieux laisser faire. Au fond, tant que ces italiens se limitent à défiler... *mieux vaut y aller mollo*. Autrement – pour le dire avec une blague qui circule à l'étranger – *ils pourraient eux aussi se réveiller*. Alors qu'en Palestine, depuis quatre mois et demi, l'horreur pure est mise en scène en mondovision, un monde d'horreurs est servi sous toutes les latitudes, y compris les nôtres. Seule une révolte généralisée pourra l'arrêter. Dans ce sens, le salut des opprimés palestiniens ne fait qu'un avec le nôtre. Et il nous fournit *un levier* pour le réaliser. ■





Abed Abdi, *Refugees*, 1967

Notes sur le front ukrainien de la guerre globale

Guerre d'usure, guerre civile et perspective défaitiste

La guerre menée en Ukraine depuis deux ans est la première guerre « traditionnelle » qui ensanglante l'Europe depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Une guerre symétrique qui voit directement s'affronter, pour la première fois, l'OTAN et la Fédération de Russie, avec un sérieux risque d'*escalation* nucléaire. Un chapitre central d'un affrontement plus large entre blocs de Pays capitalistes pour la répartition du monde. Ce qui se joue, c'est la suprématie et la redéfinition des rapports de force à l'intérieur des équilibres internationaux. Les événements palestiniens ne sont pas autonomes et indépendants du contexte de ce bras de fer international, bien qu'ils présentent

des spécificités. Dans cet article, nous tenterons de jeter un coup d'œil au « front oriental » de ce conflit.

Une guerre « interne »

L'État qui entre en guerre avec un autre État doit *in primis* obliger sa population à combattre, c'est-à-dire à devenir de la chair à canon. Voilà pourquoi Simone Weil écrivait que la guerre « constitue avant tout un fait de politique interne – et le plus atroce de tous ». Cela vaut pour toutes les guerres entre États, et la guerre en Ukraine n'y fait bien sur pas exception.¹ Une fois la guerre commencée, les sol-

1 Si les auteurs dénoncent fort justement l'usage d'être humain de la part de l'armée ukrainienne comme de la *chair à canon*, comme une marchandise comme une autre, tout comme ils dénoncent fort justement plus loin l'« espace de respiration » que calibre les israéliens (c'est à dire le calcul de la quantité de calories nécessaires pour que la population de Gaza survive), nous déplorons qu'une sorte de campisme latent les ait conduit à une certaine incohérence. A savoir qu'ils restent totalement muets face au fait que, dans le cadre de l'attaque du 7 octobre, le Hamas n'a pas fait autre chose que de considérer les gazaouis qui mourraient suite à l'attaque d'Israël comme de simples pions mis dans la balance par milliers. Si plusieurs semaines après le 7 octobre, dans son bilan stratégique et politique le Hamas a pu considérer les événements comme une victoire stratégique et politique, c'est bien parce les habitants de Gaza sont réifiés, qu'ils sont réduits à être considérés comme un prix à payer en vue d'atteindre des objectifs stratégiques et politiques, qu'ils ne sont que des variables dans une équation. Il y a là toute la morbidité dont est primordialement constituée la politique, morbidité qui n'est donc en rien l'apanage de la « mégama-

numéro unique

faits qui meurent doivent être remplacés par d'autres. Ceux qui refusent sont persécutés, battus, arrêtés. L'État combat sur le *front intérieur* grâce à de véritables politiques de guerre contre sa population : elles peuvent être politico-économiques, répressives, idéologiques (c'est-à-dire des politiques de désinformations), quand elles ne sont pas directement militaires.

Si cela vaut en général, pour diverses raisons particulières la guerre en Ukraine apparaît

fourni deux présidents soviétiques et a maintenu, après la Seconde guerre mondiale, une petite représentation diplomatique indépendante dans la tentative du stalinisme de multiplier ses sièges aux Nations Unies et de moduler des zones qui serviraient de pont pour les transactions économique-politiques avec les marchés occidentaux. La combinaison de l'effondrement des régimes à capitalisme d'État (avec la vague anticommuniste qui s'ensuivit, générée par le déclin des dicta-

La guerre en Ukraine est devenue presque immédiatement une guerre industrielle et l'affrontement, avec les plans massifs d'aides militaires de la part du capitalisme occidentale à destination du gouvernement de Kiev, s'est vite déplacé sur un terrain plus général qui oppose la capacité de production militaire de la part des deux blocs des pays capitalistes impliqués.

comme une *guerre civile* des plus cruelles, certainement la plus dangereuse. En premier lieu, parce que ce sont les deux principales républiques membres de l'Union Soviétique, il y a tout juste trente ans encore, qui s'affrontent de manière sanglante. Depuis le Haut Moyen-Age, Kiev a non seulement un rôle fondamental et quasi mythologique dans l'épopée russe, mais beaucoup plus récemment, l'Ukraine a

tures staliniennes détestées) et de l'expansion inconsidérée de l'OTAN en Europe Orientale (aussi bien par le *soft power* et l'adhésion « volontaire », qu'à coups de bombes à uranium appauvri comme dans l'ex-Yougoslavie) a généré le « chef-d'œuvre » géopolitique d'une véritable balkanisation de l'ex-URSS, avec des conséquences bien plus dangereuses puisque, dans ce cas, c'est une superpuissance nucléaire

chine ». (NdT)

LA TEMPÊTE

Dans une guerre d'usure, ce qui se joue c'est un bras de fer
entre technologie, économie et industrie.

qui est impliquée.

En second lieu, depuis 2014 en Ukraine c'est une guerre civile au sens strict qui fait rage. Les événements de Maidan et la conquête d'une hégémonie relative de la part de forces ouvertement néonazies sont à l'origine de la fragmentation du tissu social ukrainien. Cela s'est développée de diverses manières. La Crimée a été dès le début occupée par les forces armées russes, pratiquement sans combat. A Odessa, les protestations de rues contre le nouveau régime ont reçu comme réponse l'atroce pogrom anti-ouvrier de l'incendie de la Maison des Syndicats, de la part de groupes de néonazis escortés par la police, et la mort de

dizaines de manifestants qui s'étaient réfugiés à l'intérieur. Dans le Donbass, l'insurrection indépendantiste s'est poursuivie pendant huit ans, se transformant en une guerre ouverte qui a provoqué 14 000 morts.² Si tout cela fait de la guerre en Ukraine une guerre *fratricide*, alors seule la *fraternisation* entre les prolétaires des deux cotés du front peut mettre fin au massacre.

L'industrialisation de la mort et les fissures dans le front intérieur

Après la première tentative d'invasion, les

2 Cette présentation des événements ukrainiens nous laisse plus que perplexes. D'un côté le soulèvement de Maidan est considéré uniquement comme un élément de « fragmentation du tissu social ukrainien », sans prendre aucunement en compte le processus d'auto-organisation de la part des manifestants, les instances d'émancipation dont ils/elles étaient porteurs, ni la participation active d'une partie du mouvement révolutionnaire en son sein. Par ailleurs, peut-on aspirer à provoquer un changement radical, un secousse violente de l'ordre, une insurrection sans provoquer une « fragmentation du tissu social » ? Il nous semble que le risque qu'une révolution se transforme en guerre civile soit toujours présente et, quelque part, inévitable. Analyser les événements de Maidan uniquement de cette manière ne fait que singer le discours du Kremlin, selon lequel toute instance de révolte contre la mainmise russe en Ukraine n'est qu'une tentative de division impulsée par l'Occident et l'invasion militaire une opération de dénazification. Alors qu'ils n'écrivent pas une seule ligne sur la répression sanglante du Maidan, les auteurs mettent l'accent sur la répression de « l'insurrection indépendantiste du Donbass » (appelée par la Russie, « le Printemps Russe »), négligeant cette fois-ci le fait que l'État russe ait soutenu et financé des groupes « séparatistes » (selon l'Ukraine) ou « partisans de la fédération » (selon la Russie) et qu'il se soit servi de ces soulèvements pour envahir militairement le Donbass. Les enjeux d'interprétation de ces événements sanglants sont cruciaux. Présenter l'histoire de cette manière sommaire et intentionnellement partielle n'aide certainement pas à développer une analyse anti-autoritaire qui prenne en considération les rapports complexes entre instances de liberté, nationalisme et intérêts géo-politiques dans des contextes de violence extrême. Au contraire, on a l'impression qu'on préfère proposer ici une interprétation des événements trop similaire à celle du Kremlin : l'ennemi de mon ennemi... ? (NdT)

Entre l'automne et l'hiver, les efforts sanglants et inutiles pour déplacer les équilibres ont conduit à une dégradation significative du moral des deux cotés du front, avec une augmentation des désertions et des refus de combattre

forces armées russes ont rapidement virées vers la mise en place d'une épuisante guerre d'usure, choisissant le terrain sur lequel ils considéraient, probablement à raison, qu'ils étaient les plus forts. La guerre en Ukraine est devenue presque immédiatement une guerre industrielle et l'affrontement, avec les plans massifs d'aides militaires de la part du capitalisme occidentale à destination du gouvernement de Kiev, s'est vite déplacé sur un terrain plus général qui oppose la capacité de production militaire de la part des deux blocs des pays capitalistes impliqués.

Cela a donné un *input* important à la recherche scientifique, depuis toujours structurellement reliée avec l'appareil militaire. Géolocalisation des objectifs, autonomie « intelligente » des missiles capable d'échapper aux tentatives d'interception ou à l'inverse de les « poursuivre » quand il s'agit de munitions anti-aérienne, utilisation massive des drones. Des sources en Ukraine ont récemment exprimé leur préoccupation que la Russie commence à utiliser

des essaims de drones connectés entre eux par des réseaux de neurones, de manière à ne pas devoir être pilotés chacun individuellement à distance, mais en mesure d'élaborer des stratégies collectives pour attirer la défense anti-aérienne, en identifier la source et se lancer contre elle, ou bien se lancer chacun séparément sur les objectifs au sol après les avoir identifiés.

Récemment encore, une étude italienne (menée par Dario Guarascio de l'université La Sapienza de Rome, Andrea Coveri de l'Université de Urbino et Claudio Cozza de UniParthenope) a mis l'accent sur le rôle toujours plus interconnecté entre l'appareil militaire et les soi-disant Big Tech. Si la nature léviathanesque de l'appareil militaro-industriel n'est évidemment pas une nouveauté, ce qui est frappant aujourd'hui c'est le nombre restreint de sujets impliqués en haut de la pyramide : une poignée de milliardaires tiennent dans leurs mains les *cloud* avec les données utilisés par les services d'*intelligence*, ils possèdent les infrastructures spatiales qui permettent les communications et les géolocalisations, ils ont les moyens économiques pour des investissements massifs pour la recherche dans la prétendue intelligence artificielle. Voilà en ce qui concerne le camp occidental. Si on ajoute à cela les grandes entreprises étatiques ou semi-publiques de la *high tech* et de la recherche militaire chinoise, ou si on pense à la structure particulière de l'économie russe (avec ceux que l'on appelle les « oligarques »), ce n'est pas une supposition que d'affirmer que nous nous trouvons face à une situation qui sous de nombreux aspects rappelle celle de l'âge classique de l'impérialisme : militarisme, développement industriel et monopoles (à vrai dire avec la différence, aujourd'hui, des nombreux « zéros » supplé-

LA TEMPÊTE

mentaires dans les comptes courants des monopoles³).

Dans ce contexte, la recherche scientifique elle-même a du se mettre à jour en ce qui concerne les exigences tactiques du conflit. Les découvertes hautement technologisées se sont avérées peu efficaces, mais extrêmement coûteuses. Dans une guerre d'usure, ce qui se joue c'est un bras de fer entre technologie, économie et industrie. Il faut produire en plus grande quantité que l'ennemi, pour un moindre coût, subir moins de perte que ce que l'on est en mesure de reproduire et détruire plus que ce que l'ennemi est capable de reproduire.

De ce point de vue, la considération selon laquelle sous le capitalisme les êtres humains sont une marchandise, exactement comme les autres marchandises, n'a jamais été aussi dramatique. Le calcul sur les capacités de reproduction des stocks d'humains à envoyer au front est un des terrains sur lequel s'affronte l'usure entre l'OTAN et la Russie en Ukraine. L'expression « hachoir à viande », utilisée pour décrire les deux principales batailles de l'année passée (Bakhmout et Avdiïvka) rend terriblement l'idée. La vie et la mort des soldats au front dépend souvent d'un calcul économique féroce, à savoir si le coût du matériel disponible pour détruire un certain nombre de soldats vaut ou bien ne vaut pas l'investissement. Cela rend déconseillé la concentration des forces et contribue à la relative stabilité du

front, prolongeant la boucherie.

En général, plus les pertes sur le terrain augmentent, plus le sentiment nationaliste laisse la place au refus de mourir, qui part des soldats pour s'élargir à leurs proches. Insoumission, désertion, fuite et protestations des proches rendent encore plus coercitifs les moyens de recrutement, et toujours moins « habiles » les enrôlés. C'est ce qui est en train de se passer en Ukraine, où se multiplient les épisodes de désertion et d'affrontement dans les villages, afin d'empêcher la capture d'un mobilisé de la part de la police militaire.

Début décembre, Zelensky lui-même admettait l'échec de la contre-offensive. L'Ukraine est ainsi contrainte de se retrancher sur des positions défensives dans l'attente que l'Europe et les États-Unis décident que le moment est désormais venu de s'asseoir à la table des négociations, avec les territoires occupés par l'armée russe. Entre l'automne et l'hiver, les efforts sanglants et inutiles pour déplacer les équilibres ont conduit à une dégradation significative du moral des deux cotés du front, avec une augmentation des désertions et des refus de combattre⁴.

Dans un épisode advenu du côté du front russe, 300 soldats ont été arrêtés pour leur refus de retourner combattre⁵. Dans de nombreuses villes ukrainiennes on a assisté à la poursuite et à l'augmentation des protestations des femmes pour que soient démobilisés leurs fils et leurs maris, qui dans de nombreux

3 Giovanna Branca, « Due facce della stessa medaglia : Big Tech e industria militare », entretien avec Dario Guarascio, « Il manifesto », 14 février 2024.

4 « War, Prison or Disability' : Russian Military Desertions Surge », « The Moscow Times », 5 décembre 2023.

5 Tim Lister, Katharina Krebs et Anastasia Graham-Yool, « Anger on the front lines and anxiety at home as Russia's mobilization is mired in problems », CNN, 17 novembre 2022

numéro unique

cas combattent depuis le début de la guerre avec dix jours de congés par ans.

Tout cela a eu des répercussions politiques à l'intérieur de la classe dirigeante ukrainienne. L'épisode le plus bruyant et potentiellement lourd de conséquence a été le remplacement du charismatique commandant en chef Valery Zaluzhny après des mois de polémiques et de désaccords entre lui et le président Zelensky. A la base des divergences, les choix stratégiques à propos de comment poursuivre la guerre. Dans certaines situations particulières, Zaluzhny (qui n'est certainement pas un modéré et a été plusieurs fois photographié en compagnie des leaders du Pravyj Sektor) aurait préféré retirer les forces et les placer sur des positions plus défendables. En même temps, Zaluzhny a insisté dans sa demande d'une nouvelle mobilisation de 500 000 hommes. Les positions du générale de l'école soviétique découlent de sa connaissance technique à propos de comment devrait être menée une guerre d'usure, cherchant, d'un côté, à ne pas gâcher tout le matériel dans des batailles perdues (y compris le matériel en *chair humaine*), et de l'autre en faisant de nouvelles acquisitions. L'échec dans lequel se trouve Zelensky est au contraire strictement politique, redoutant les conséquences sociales d'une nouvelle mobilisation et, en même temps, n'osant pas annoncer des retraites militaires à son opinion publique et encore moins à ses soutiens internationaux.

En revanche, est passée une proposition de loi qui prévoit, entre autres, le recrutement de citoyens ukrainiens résidents à l'étranger (sous peine d'invalidation du passeport) et le

recrutement en ligne (via e-mail, déjà utilisé par l'armée russe), grâce à la récente numérisation des registres militaires. Avec ces tentatives, toujours plus désespérées désormais, de se procurer de la *chair à canon*, alors que les peines de prisons pour les conscrits réfractaires augmentent et que les prisonniers sont envoyés pour remplacer les mineurs engagés sur le front, la nécessité de se défendre de l'occupation russe laisse la place pour de nombreux ukrainiens à la nécessité de se défendre de *leur propre armée*⁶. En réponse, on a assisté pendant l'automne à une vague d'attaque contre des maisons et des voitures de magistrats, des bureaux de police et, des deux cotés du front, à des attaques contre des centres de recrutement.

Une guerre globale

Depuis que le « doublement » du Canal de Suez a été réalisé, la catégorie géopolitique de « Moyen Orient élargi » a commencé à être à la mode dans les milieux financiers, diplomatiques et militaires : on désigne par cette expression la région du monde constituée de la Méditerranée et des mers directement limitrophes (la Mer Rouge et la Mer Noire), cet unique flux logistique et financier. De la Crimée au Yémen, en passant par la Palestine, sans oublier la crise migratoire d'Afrique du Nord, et celle de la route des Balkans, nous voyons que c'est la zone dans son ensemble qui est en feu. Nous sommes déjà dans une Grande Guerre. Si l'on pense que la seule base chinoise à l'étranger se trouve à Djibouti, et que le Soudan est un de ces pays africains qui

6 « *Strike at a military airfield and other refusals to fight in Russia and Ukraine. Mid-autumn 2023* », signalé sur libcom.org, 26 octobre 2023.

LA TEMPÊTE

En ce qui nous concerne, nous continuerons à considérer « notre » État comme le principal ennemi. Non seulement pour une question de principe et de cohérence internationaliste : l'Italie est gravement compromise dans la boucherie mondiale en cours.

sont récemment passés sous l'influence russe, on se rend alors compte de l'incroyable frottement de force qui traverse la zone.

La guerre en Ukraine, tout comme le conflit en Asie Occidentale (dénomination qui nous semble indubitablement moins eurocentriste que le Moyen Orient), sont des chapitres, à certains égards des fronts différents, d'un conflit global toujours plus vif, qui voit en perspective l'affrontement entre les États-Unis et la Chine, et qui se place dans l'horizon stratégique de la lente perte d'hégémonie de la part du capitalisme occidental, qui reste cependant largement dominant pour le moment.

Cela étant, il ne faut cependant pas négliger les énormes différences qu'il y a entre la situation en Ukraine et la question palestinienne. En Ukraine, c'est une guerre fratricide entre deux États qui a lieu, alors qu'à Gaza ce qui se passe actuellement c'est un génocide de la part d'une puissance régionale soutenue par les États-Unis et ses alliés contre ce qu'il reste de la population palestinienne déjà décimée par 70 ans d'occupation militaire et de déportations de masse. Loin de la formation d'un affrontement, local et international, entre des forces symétriques, les palestiniens ont été abandonnés par tous les Pays arabes. Dans la majeure partie des cas, ces derniers ont même

refusé d'empêcher le survol de leur espace aérien ou la navigation dans leur espace maritimes aux engins occidentaux chargés d'aides militaires à destination d'Israël. La Russie de Poutine a maintenu, historiquement, vis-à-vis d'Israël une alliance solide (entre autre dictée par le fait que la dernière génération de colons provient en grande partie des populations juives résidant en Union Soviétique). Ce n'est que récemment que cette alliance a été fissurée par les critiques modérées agitées par le gouvernement russe contre la politique militaire sioniste, qualifiée de « disproportionnée ».

Le principe défaitiste reste néanmoins valide, principe selon lequel la lutte des exploitées pendant une guerre doit être dirigée avant tout contre son propre État. Mais si pour les ukrainiens et les russes cela signifie renverser leurs gouvernements respectifs, le seul État que les palestiniens ont connu pendant toute leur vie est l'État sioniste et son régime d'occupation militaire (ou tout au plus la bureaucratie collaborationniste de l'Autorité Nationale Palestinienne).

Le cas palestinien peut certainement être inscrit dans le cadre du conflit mondial en cours, mais la forme avec laquelle il se présente est celle de l'*imprévu*. La solidarité internationale qui s'est développée et les importants épisode

numéro unique

de lutte de classe que de nombreux travailleurs du monde ont déployés contre le génocide (le blocage des ports, les grèves internationales de solidarité, les actions directes) sont en train de donner une sève et une énergie nouvelles à la lutte internationaliste contre toutes les guerres.

Déserteur la guerre globale en clouant nos gouvernants à leurs responsabilités

En ce qui nous concerne, nous continuerons à considérer « notre » État comme le principal ennemi. Non seulement pour une question de principe et de cohérence internationaliste : l'Italie est gravement compromise dans la boucherie mondiale en cours. Nos gouvernements soutiennent militairement et économiquement le régime de Kiev, ils entraînent les militaires ukrainiens sur le territoire italien, ils participent à la guerre commerciale à travers une politique de sanctions qui appauvrissent surtout les prolétaires de notre pays. En même temps, le gouvernement italien est engagé dans une action diplomatique de soutien du génocide des palestiniens, à bien des égards d'une manière largement plus effrontée que d'autres gouvernements occidentaux (il suffit de consulter les votes d'abstention à l'ONU). Tandis que le massacre se poursuit, le gouvernement italien continue de fournir des armes et des collaborations scientifiques à Israël. La collaboration idéologique ne manque pas, avec un système de communication monopolisée par la propagande sioniste, à partir des chaînes de télévision étatiques. Un rôle finale-

ment récompensé par le commandement militaire italien de la mission navale européenne dans la Mer Rouge contre les Houthis.⁷

Mettre l'accent sur les responsabilités de l'État italien permet par ailleurs de clarifier la position des anarchistes vis-à-vis de possibles tentatives opportunistes de diverses provenances, y compris celle d'une certaine opposition aux guerres de l'OTAN qui tend à réduire les fautes des classes dirigeantes italiennes à une simple servitude coloniale vis-à-vis du prétendu « Empire » à la bannière étoilée. Le rôle de leadership militaire assignée à un amiral italien dans la mission *Aspide* contre les Houthis confirment à l'inverse une responsabilité directe du militarisme tricolore dans ce qui est une sale opération de dissuasion en soutien du génocide des palestiniens et, plus généralement, une implication de tout premier plan le long de la ligne de faille qui conduit de la Mer Rouge à la Mer noire dont on a parlé ci-dessus. D'un autre côté, depuis les bases militaires situées sur le sol italien (en particulier la base de Sigonella) partent les avions-espions de l'OTAN qui survolent la Crimée et fournissent de précieuses indications pour les bombardements ukrainiens.

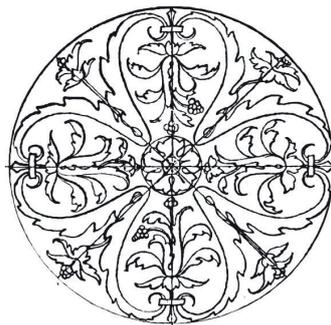
Tout cela est récompensé par de riches parts dans le butin colonial. Dans ce sens, l'accord stipulé entre l'ENI et le ministre de l'énergie et des infrastructures israélienne pour l'assignation de six licences visant à l'extraction de gaz au large de Gaza (dans ce qu'on appelle la « Zone G », à 62 % palestinienne selon les traités internationaux) est tout simplement

⁷ S'il serait trop long ne serait-ce que d'évoquer ici comment la France est elle aussi « gravement compromise dans la boucherie mondiale en cours », nous nous contenterons de rappeler les multiples livraisons d'armes et de munitions à l'État ukrainien, le passage à l'économie de guerre, l'envoi d'instructeurs sur place, la formation d'aviateurs ukrainiens dans une base secrète du sud de la France.

LA TEMPÊTE

honteuse. Ce n'est pas autre chose que l'accord d'un hold-up. Cela advient alors que les deux guerres laissent entrevoir des profits vertigineux pour les industries italiennes de l'armement, avec la *Leonardo* qui même en 2023 affiche +82 % de capitalisation en Bourse.

Il est d'autant plus urgent pour nous de nous opposer à la guerre en clouant les classes dirigeantes de notre pays à leurs responsabilités. Ils doivent le payer – et cela ne doit pas être une affirmation rhétorique.■

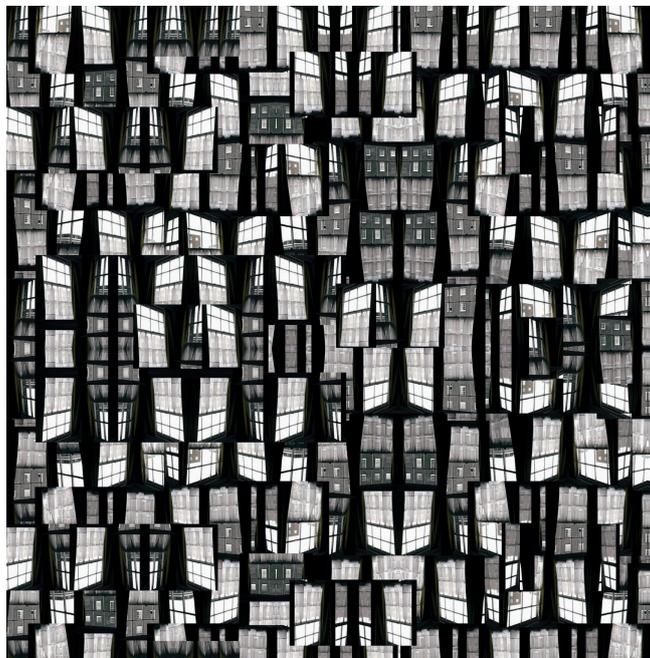


numéro unique



Akram Al Halabi, *Cheek by jowl*, 2017-2022

LA TEMPÊTE



Steve Sabella, *In Exile*, 2008

Untermenschen du monde entier, unissons-nous !

Pour comprendre ce qu'il se passe actuellement dans la Bande de Gaza (et en Cisjordanie), et pour donner une perspective de libération à la solidarité avec les palestiniens, il est nécessaire d'aller plus loin que la chronique – fut-ce une chronique de l'horreur – et saisir les éléments historico-sociaux fondamentaux. Sans comprendre à fond ce qu'est le colonialisme de peuplement, quelque soit d'une fois à l'autre l'idéologie derrière laquelle il se masque, on risque d'appliquer au contexte palestinien des schémas interprétatifs inadaptés voire carrément trompeurs.

Un historien a écrit que « l'invasion colonial d'une terre pour y implanter des colonies est une structure, ce n'est pas un événement ». Une structure qui continue à agir aussi bien contre la population autochtone qu'à l'intérieur de la société coloniale, dès lors que le projet perpétuel d'éliminer la première (« l'élimination est un principe organisatif ») produit la

mobilisation totale de la seconde.

Les palestiniens ne sont pas des prolétaires que le capitalisme israélien veut exploiter, mais des indigènes que le colonialisme sioniste veut éliminer. Il ne s'agit pas de vol du temps de travail, mais de vol de l'espace. Plus le système colonial parvient à se passer de la force de travail indigène – et cette tendance de l'appareil israélien s'est particulièrement intensifiée depuis les années 90 –, plus les masses colo-

nisées deviennent *excédantes*. « Au fur et à mesure que les palestiniens deviennent toujours plus inutiles, la Bande de Gaza et la Cisjordanie ressemblent toujours moins au Bantoustan et toujours plus à des réserves ou au ghetto de Varsovie ». Le temps est alors mûr pour deux solutions – la première intrinsèque à la logique coloniale, la seconde toujours

Les palestiniens ne sont pas des prolétaires que le capitalisme israélien veut exploiter, mais des indigènes que le colonialisme sioniste veut éliminer. Il ne s'agit pas de vol du temps de travail, mais de vol de l'espace.

possible en cas de résistance : la déportation dans un autre territoire, ou le meurtre de masse.

LA TEMPÊTE

Il y a cependant deux raisons pour lesquelles les palestiniens servent à l'État et à la techno-industrie israélienne. Tout ce que le système-Israël exporte – et qui lui garantit, avec le soutien des États-Unis, sa structure économique – il l'expérimente sur les corps et sur les vies des palestiniens. La machine techno-militaire israélienne est à l'avant-garde au niveau mondial parce qu'elle teste ses technologies et ses armes de manière permanente et

la même année par la technocratie israélienne. Le système-Israël, toutefois, n'exporte pas seulement des armes, des technologies et des techniques d'administration policière, militaire, urbanistique, mais aussi un *modèle* pour affronter un des problèmes de notre époque : que faire des masses que le capitalisme ne veut pas ou ne peut pas intégrer. Avec l'aggravation de l'enchevêtrement incrémental entre guerre, désastre écologique et substitution algorithmique

Le système-Israël, toutefois, n'exporte pas seulement des armes, des technologies et des techniques d'administration policière, militaire, urbanistique, mais aussi un *modèle* pour affronter un des problèmes de notre époque : que faire des masses que le capitalisme ne veut pas ou ne peut pas intégrer.

à quelques kilomètres de ses laboratoires, de ses sièges d'entreprises, de ses universités. L'indistinction entre le civile et le militaire, entre le colon et le soldat, entre le professeur et l'officier, la mobilité de ses frontières – à laquelle correspond la mobilité de ses bases juridiques –, ainsi que la psychologie du siège, font en sorte que chaque innovation – technologique, architectonique, doctrinale – est fondamentalement *duale*. C'est précisément pour cela que la fusion civil-militaire est une tendance désormais généralisée, que les produits *high tech* israéliens ont été vendus en 2021 à 130 pays, et que plus de 40 % des financements mondiaux dans le secteur informatique ont été absorbés

par la technocratie israélienne. L'exploitation des humains, dans lequel l'exploité d'aujourd'hui peut devenir le déplacé ou le « réfugié climatique » de demain, et le technocrate un nouveau colon qui se transfère avec armes et bagages dans un autre « éco-système-productif », la structure du colonialisme de peuplement n'est pas un résidu du passé, mais un *programme de travail*. D'ailleurs, la détention administrative – invention du colonialisme historique justement réhabilitée par l'État d'Israël – est opératif depuis un moment déjà dans la quasi totalité du monde contre les immigrés sans papiers.

L'autre raison pour laquelle les palestiniens sont de la matière première à exploiter est,

numéro unique

d'une certaine manière, collatérale à la première. La construction de ghettos technologiquement surveillés (et de forteresses coloniales panoptiques), la fragmentation territoriale et la violence de la répression ont rendus impossible toute économie dans les territoires palestiniens, dont la survie dépend en grande partie des « donateurs » internationaux. Sur ces financements et ces approvisionnement l'État d'Israël impose à la fois son contrôle et ses « prélèvements fiscaux », dont elle re-

assurer la stricte survie des gens de Gaza) et espace de la terreur – tout cela est un *know-how* assez attractif à une époque où la frontière entre l'administration « humanitaire » de la vie et la production industrielle de la mort tend à devenir toujours plus labile. En effet, il suffit d'une « simple manœuvre sur le quadrant de commande » pour actionner la « turbine alimentée par le sang ». Que dans la *seule démocratie du moyen Orient* on appelle ouvertement animaux et sous-humains (*un-*

Que dans la *seule démocratie du moyen Orient* on appelle ouvertement animaux et sous-humains (*untermenschen*, ça ne vous rappelle rien ?) plusieurs millions de personnes appartenant à une « population hostile » ne relève pas uniquement de la nature génocidaire du colonialisme de peuplement, ainsi que de la parfaite compatibilité entre forme démocratique et pratiques d'extermination, mais aussi de la portée de la libération palestinienne.

distribue ensuite une petite part à l'Autorité Nationale Palestinienne, autours de laquelle s'est donc rassemblée une élite privilégiée (et collaborationniste). Techniques de tortures et d'humiliations, exploitation des divisions claniques et sociales, faux accords avec le palestinien modéré et faux désaccords avec le colon particulièrement brutal, dosage d' « espace de respiration » (expression par laquelle on désigne le calcul des calories nécessaires pour

termenschen, ça ne vous rappelle rien ?) plusieurs millions de personnes appartenant à une « population hostile » ne relève pas uniquement de la nature génocidaire du colonialisme de peuplement, ainsi que de la parfaite compatibilité entre forme démocratique et pratiques d'extermination, mais aussi de la portée de la libération palestinienne. Le démantèlement du système coloniale israélien, c'est-à-dire de la garnison impérialiste du Moyen Orient – ne

LA TEMPÊTE

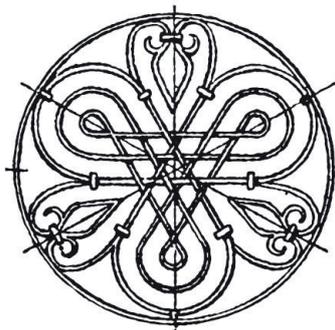
peut qu'avoir un effet détonnant pour les exploités et les opprimés du monde entier. Dans les rues, des milliers d'immigrés ne hurlent pas seulement « Israël terroriste », mais aussi « Gaza vaincra », témoignant combien l'angoisse et la rage face au massacre en cours se mélangent à l'enthousiasme et à un profond besoin de revanche.

La libération antisioniste ne peut qu'avoir lieu contre l'Autorité Nationale Palestinienne et contre le système de privilèges sur laquelle celle-ci repose. Et marque la revanche de la variable humaine et de classe contre le Mur électronique, ses check-point automatisés, ses capteurs, ses drones – c'est-à-dire cette société

des passages en construction y compris sous nos latitudes, prête à laisser en-dehors tous ceux qui *n'y sont pas*.

Vers où la situation actuelle peut-elle mener ? Nous ne le savons pas. Ce que nous savons c'est que si l'issue est toujours la résultante des forces en présence, nous devons y mettre du notre. Tout d'abord en nous dissociant *concrètement* de « notre » État et de « notre » capitalisme, complices actifs dans le génocide en cours à Gaza. La haine pour ce qu'accomplit actuellement l'Occident est indélébile et sans retour.■

Dans les rues, des milliers d'immigrés ne hurlent pas seulement « Israël terroriste », mais aussi « Gaza vaincra », témoignant combien l'angoisse et la rage face au massacre en cours se mélangent à l'enthousiasme et à un profond besoin de revanche.





Abdelrahman Al Muzayen, *Palestine Series*, 2000

Lueurs internationalistes en solidarité à Gaza

Dans le monde occidental, la solidarité d'en bas envers les opprimés palestiniens pour imposer un cessez le feu sur Gaza s'est manifestée sous des formes très différentes entre elles, mais toutes convergentes par rapport à la nécessité et l'urgence de descendre dans la rue et agir concrètement contre le système-Israël et contre le génocide que l'État d'Israël met en œuvre. Aussi bien en Angleterre qu'aux États-Unis, ont eu lieu certaines des plus grosses manifestations qu'il n'y a jamais eu en soutien à la cause palestinienne, avec des centaines de milliers de participants, certaines manifestations étant encouragées par des organisations juives explicitement antisionistes, comme l'Occupation de la Grand Station Central de New York et l'invasion du Congrès à Washington, tandis qu'en France et en Allemagne, à plusieurs reprises la rue a défié les décrets légaux imposés par les autorités dès le début du mois d'octobre.

La solidarité avec la Palestine s'est aussi manifesté dans les blocages de la logistique : des routes, des chemins de fer, des ponts (particulièrement éclatante fut le blocage du pont Bay Bridge de San Fransisco, lors duquel les manifestants ont jeté à l'eau les clés de leurs véhicules afin d'empêcher la reprise du trafic) ont été bloqués et dans les ports européens, américains (un exemple parmi d'autres, la tentative en partie réussite de réaliser un blocage « coordonné » entre le port de Oakland et de Tacoma) et australiens, les opérations des bateaux utilisés pour le transport d'armes, en particulier celles de la compagnie israélienne

ZIM, ont été obstruées, et dans certains cas bloquées. Certains syndicats portuaires ont déclaré leur refus de transporter des armes vers Israël.

De très nombreuses actions ont pris pour cible les producteurs d'armes et de technologie militaire. Dans ce sens, la campagne contre le conglomérat Elbit, en Angleterre, a été particulièrement vigoureuse, avec l'occupation de ses quartiers généraux à Londres et le blocage de la production dans les usines de Southampton, Edimbourg et Bristol. Leonardo UK, la branche anglaise de l'entreprise italienne a été investie par la campagne et un collègue a suspendu ses relations avec l'entreprise suite aux manifestations étudiantes, alors que des banques et des groupes d'investissement ont été attaqués en raison de leur financement du secteur militaire.

De très nombreuses actions directes ont désignés comme responsables du génocides les entreprises multinationales qui entretiennent des rapports étroits avec le capital israélien, ou qui tirent profit d'activités commerciales dans les territoires occupés : McDonald's, Starbucks, KFC, Carrefour, Puma, Zara ; une responsabilité que les actions contre la BBC, CBC, Fox News et le New York Times ont étendue à l'appareil médiatique pour sa complicité avec le récit israélien de la guerre. Dans les universités les étudiantes et les étudiants ont répondu aux appels des jeunes palestiniens en demandant la cessation immédiate des relations avec les universités israéliennes et les entreprises qui, non seulement militairement, collaborent

numéro unique

avec Israël. Des bureaux et des locaux d'organismes gouvernementaux, ainsi que des sièges des partis de gouvernement, ont été occupés et endommagés.

Une donnée qui semble émerger est le fait que les mobilisations montrant une plus grande continuité et « participation » semblent s'inspirer du modèle des *campagne de lutte contre des objectifs spécifiques* : dans ce cas, les actions cherchent à mettre sous les projecteurs les collaborations d'un élément particulier du système économique et politique par rapport

au génocide réalisé par Israël, dans la tentative de porter un coup à ses profits ou de mettre fin à de tels accords.

Comme dans une *radiographie*, ces actions font émerger, derrière la façade d'un Occident où règne la paix (et qui se permet aussi de faire occasionnellement un reproche à Netanyahu quand la boucherie atteint des sommets d'atrocités), la toile des relations militaires, économiques, commerciales, politiques et académiques qui garantissent le fonctionnement de la machine de mort israélienne. A travers cette carte des interventions, l'oppression décennale et le génocide actuel des palestiniens se révèlent ainsi *profondément et structurellement enracinés*

sous nos latitudes.

En Italie, le mouvement de solidarité avec la Palestine n'a pas atteint l'intensité d'autres pays, que ce soit en terme de participation aux cortèges et aux rassemblements ou en terme d'initiative d'attaque contre la complicité des entreprises italiennes dans le massacre, mais certains faits semblent aller dans la bonne direction, dans la tentative de faire payer au patronat national (et pas seulement) le prix de sa (co)responsabilité dans le conflit.

Le 20 et 21 octobre 2023, peu après le début de la guerre d'Israël contre les palestiniens de Gaza, le syndicalisme conflictuel internationaliste, dans lequel s'organise une partie du prolétariat immigré ayant lutté avec une grande détermination au cours des dernières années dans la logistique de la grande distribution, a poussé à deux journées de mobilisation et de lutte contre la guerre et en solidarité avec la résistance palestinienne, appelant pour le 20 octobre à une grève générale de toutes les catégories (réitérées ensuite le 17 novembre) et appelant le 21 octobre à une manifestation à Ghedi, à laquelle ont pris part certaines des plus grandes organisation palestiniennes en Italie. Dans les ports de Genova

Comme dans une
radiographie, ces actions font
émerger, derrière la façade
d'un Occident où règne la paix,
la toile des relations militaires,
économiques, commerciales,
politiques et académiques qui
garantissent le fonctionnement
de la machine de mort
israélienne.

LA TEMPÊTE

et Salerno, des travailleurs et des personnes solidaires ont bloqué les portes pour obstruer le transport d'arme et porter atteinte à la connivence des terminaux italiens avec la compagnie israélienne ZIM.

Des étudiants et des étudiantes ont occupés diverses universités dans toute l'Italie en appelant à la fin des rapports de leurs universités avec Israël, en réponse à un appel à la mobilisation de l'université de Birzeit en Cisjordanie : parmi les objectifs on désignait l'opposition à la militarisation de la recherche et les rapports de l'université avec l'industrie militaire, à commencer par Leonardo s.p.a. Il y a eu et il continue à y avoir de nombreux rassemblements dans différents endroits d'Italie pour au moins boycotter les entreprises qui collaborent avec le système-Israël, de Carrefour à McDonald's jusqu'à en arriver à des entreprises locales. Et si dans certaines villes, les mobilisations dans les rues en solidarité avec la résistance palestinienne

semblent avoir du mal à être des occasions pour un moment réel d'union des instances contre la guerre et pour une solidarité internationaliste concrète, se caractérisant parfois par un déséquilibre dans la composition (là

où est plus significative la place d'*activistes* ou de militants italiens on remarque une faible présence des immigrés arabes, et vice versa), dans d'autres villes, cette convergence semble se trouver avec plus de force. Pour ne donner qu'un seul exemple, des milliers de personnes affluent tous les samedi dans les principaux axes de Milan. Toutefois, si on regarde de plus près la composition des manifestations et des différentes initiatives, à quelques exceptions près, on remarque comment l'interclassisme de l'agrégat qui se mobilise, principalement

le monde des activistes, s'oriente vers des conceptions éthico-morales dans lesquelles s'édifie difficilement, ou bien il n'est qu'à l'horizon, un raisonnement matériel sur la guerre en cours et sur les conséquences qu'elle a sur nos vies.

Les mobilisations dans les universités et dans le monde de la recherche sont un parfait témoignage de cela. Grâce aux appels des universités palestiniennes, en effet, on a cherché

à identifier dans les relations entre les universités italiennes et israéliennes un point de critique, en exigeant la cessation à travers la pratique de l'occupation et, dans le cas de la recherche, avec des lettres et des prises de po-

Le risque est de tomber dans le malentendu selon lequel la « question » palestinienne est une question à part, et qu'elle doit alors être traitée comme telle plutôt que de devenir une occasion pour mettre sous la critique le système de la recherche universitaire dans son ensemble.

numéro unique

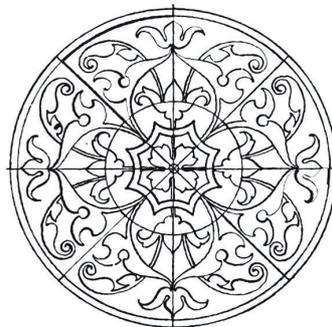
sitions de la part des chercheurs qui ne veulent pas se sentir coresponsables du massacre. Cependant, on n'est souvent pas allé plus loin que cette position. En effet, il n'existe pas toujours une critique des nécessités auxquelles ces accords répondent dans le monde que nous habitons et quelle tendance ils renforcent, ni de la nécessité à laquelle ils répondent. Le risque est de tomber dans le malentendu selon lequel la « question » palestinienne est une question à part, et qu'elle doit alors être traitée comme telle plutôt que de devenir une occasion pour mettre sous la critique le système de la recherche universitaire dans son ensemble.

Si on considère ensuite la difficulté, précédente, à construire une opposition à la guerre en Ukraine et la séparation – dans les discours, dans les pratiques – dans laquelle celle-ci est maintenue par rapport au génocide en cours à Gaza, nous pouvons remarquer comment la question palestinienne court le risque d'être perçue comme une question à part. Si l'asymétrie dont on a parlé explique cette difficulté (en Palestine se concentrent et se condensent, en nombre et en intensité, les résultats de siècles d'oppressions), reste le risque de ne pas parvenir à voir ce qui unit les conflits en cours et le contexte dans lequel ils s'inscrivent (la dispute globale entre les États-Unis et la Chine et

les multiples failles conflictuelles que celle-ci ouvre dans les contextes régionaux ; le potentiel développement belliqueux au niveau mondial) et donc à ne pas construire dans le temps une opposition qui donne une réponse efficace, quand bien même petite, aux nouveaux scénarios qui se réalisent toujours plus chaque jour.

Une nouvelle occasion a été donnée durant les journées de lutte du 23 et 24 février, appelées par le syndicalisme de base répondant à l'appel des Jeunes Palestiniens à bloquer l'Italie contre la position du gouvernement, de l'OTAN, des États européens et occidentaux qui soutiennent le génocide qu'Israël accomplit depuis le 7 octobre et l'occupation coloniale qui dure depuis plus de 75 ans en Palestine.

Ces deux journées sont nées de la nécessité de donner une réponse unitaire et internationaliste qui soit en mesure d'exercer la solidarité avec des gestes concrets, dans la tentative de construire des « occasions » pour interrompre les flux économiques du patronat en mettant ensemble tous ceux qui paient ou payeront les conséquences du conflit mondial en cours, donnant de la force à un mouvement internationaliste contre la guerre. ■



LA TEMPÊTE



Walid Abu Shakra, *Sand storm*, 1978

Guerre civile globale et front interne

Considérations et pré-occupations

Depuis que, en 2014, le pape catholique nouvellement élu forgea la formule de « guerre mondiale en morceaux », celle-ci est devenu un mantra analytique omniprésent. En trouvant une catégorie historique recouvrant une série de phénomènes de retour de bâton guerrier, comme les *attentats* en territoire européen, les instabilités politiques plus ou moins éloignées de l'Occident et les formes d'attaques cybernétiques contre les infrastructures numériques, qui ne se réduisent donc pas au vieil imaginaire de la Première guerre mondiale, Jorge Besgoglio a été accepté *urbi et orbi* comme philosophe de l'histoire, dieu soit loué !

L'accent sur la spatialité de la dimension de la guerre résonne donc quotidiennement dans les mots des journalistes, des analystes géo-

politiques soudoyés ou improvisés, et même – bien que la *référence* papale soit absente – dans les textes de l'hétéroclite milieu militant italien.

Si Clausewitz disait que « la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens » et Foucault que c'était la politique qui était la continuation de la guerre, peut-être que le rapport est un peu plus complexe et consubstantiel pour pouvoir être représenté par ces *continuum* qui passent d'une sphère à une autre de manière si formalisée, quelque soit la direction du vecteur. Se confier, aujourd'hui plus que jamais, à un panorama analytique qui calque celui du droit international et croire qu'il y a une alternance vérifiable de territoires en guerre et d'autres en paix, bien que dans un processus en évolu-

LA TEMPÊTE

tion, relèverait de la myopie ou de la naïveté. La période actuelle nous impose plutôt de remettre au premier plan ce que nous entendons par « guerre » et de remettre sur la table du discours ce que nous savons depuis toujours, et qu'Alfredo Bonanno a clairement écrit plusieurs fois : « L'État c'est la guerre ». Il n'existe donc pas un Risk factuel comme celui de la guerre mondiale en morceaux, ce qui existe, c'est une réalité horrible dans laquelle la politique occidentale a totalement abandonné son masque de comédien positif mené pendant des décennies avec certains bouts de population indigène. Son véritable visage est depuis toujours celui de la coïncidence presque totale avec la belligérance, et il semblerait qu'elle ne ressente plus la nécessité de la dissimuler : la politique c'est la guerre, la guerre c'est la politique. Il n'existe aucun potentiel droit des personnes qui pourrait servir de frein ou d'opium des peuples et des belles âmes, ce qui règne c'est le pur anéantissement dont parlait Gunther Anders. Cependant, garder à l'esprit que l'État, c'est toujours la guerre, ne signifie pas ignorer les atrocités spécifiques des fronts brûlants, de ce que l'on appelle la *guerre ouverte*.

Les plus de 30 000 cadavres dans la Bande de Gaza ne sont en effet pas des nombres comme les autres ni des variantes statistiques, mais la conséquence la plus abominable du modèle épistémologique et technique de cette *usine de mort*. L'élimination du problème humain à travers l'extermination est ici, dans son exemple paradigmatique, la forme généralisée de toute action instituante, et exclut même les pratiques biopolitiques bien rodées de prophylaxie sociale.

C'est précisément à partir de cette conscience, qu'il est indispensable de savoir regarder la relation entre belligérance, paix et politique d'un côté, et ennemi, citoyen et État de l'autre, avec un regard qui ne soit pas corrompu par les dominants ni par leurs logiques de droit international à l'époque de son dévoilement le plus évident, tout comme de celui de la politique mentionné ci-dessus. Cela nous est nécessaire surtout pour comprendre ce que nous pouvons faire ici, dans la proximité de l'expérience, et ne pas nous perdre dans le flux des nouvelles qui, d'une manière médiée avec sophistication, quand elles ne sont pas absolument fausses, nous parviennent des quatre coins du monde,

La période actuelle nous impose plutôt de remettre au premier plan ce que nous entendons par « guerre » et de remettre sur la table du discours ce que nous savons depuis toujours, et qu'Alfredo Bonanno a clairement écrit plusieurs fois : « L'État c'est la guerre ».

numéro unique

nous enchaînant à une dépendance des canaux d'informations, déplaçant dans le domaine virtuel notre présence au monde et nous ac-

à une unité, y compris dans le discours politique ? Cependant, cela ne signifie pas pour autant se réfugier dans l'habituel rengaine de

La militarisation n'est pas un processus en cours mais un principe fondamental de la modernité, son présupposé.

coutumant tête baissée à la pornographie de la douleur. A partir de ces présupposés, suivent deux nœuds thématiques : *in primis* quel est l'espace politique dans lequel la guerre agit et comment il ne correspond pas à un confinement hors des *limes*¹ nationales ; deuxièmement, comment l'extension de la guerre ne doit pas être attribuée uniquement à l'élément militaire, mais comment elle est indissociable des éléments civils, sociaux et économiques, autrefois présentés comme séparés et désormais organisés sans pudeur d'une manière toujours plus étroite par les seigneurs de l'abîme. Parfois, il ressort dans les mots des compagnons une naïveté selon laquelle les catégories binaires traditionnelles des doctrines politiques Etats-société et civile-militaire auraient disparues, des mots qui ne tiennent pas compte que ces éléments n'ont jamais été disjoints, mais sûrement définis dans le passé dans une dialectique plus complexe au sein de laquelle le conflit social du siècle passé a eu un rôle central. Pourquoi devrions-nous penser comme historiquement séparés ces éléments alors qu'ils sont désormais explicitement ramenés

la militarisation, celle qui ne voit que les éléments les plus évidents, comme les soldats dans les rues, mettant en avant l'argument de l'élargissement du militaire à la société civile.

La militarisation n'est pas un processus en cours mais un principe fondamental de la modernité, son présupposé. Par ailleurs, qu cours de la dernière décennie, pour rester dans l'exemple connu des technologies *dual use*, les guerres dont on a le plus entendu parler nous suggèrent qu'il arrive toujours plus souvent que leur grande utilisation soit d'abord expérimenté dans le domaine « civil », surtout dans des contextes urbains, et puis perfectionné dans des conflits armés. Des start-up et des entreprises du secteur, vu comme la production (et la concurrence entre *player*) est organisée, dans des contextes hautement capitalisés lancent d'abord les premiers produits sordides grâce aux administrations locales avec lesquelles elles ont des accords de développement territorial, dans le sillon de la *smart city*, et ce n'est qu'après avoir été rodés et subventionnés par une économie d'échelle, qu'ils passent à un marché plus vaste. Si le rap-

1 Dans l'antiquité, les *limes* étaient un système de fortifications établi au long de certaines frontières de l'Empire romain notamment pour se protéger des incursions barbares. (NdT)

LA TEMPÊTE

prochement peut sembler tiré par les cheveux, il est tout aussi significatif qu'au cours des dernières semaines, des colons israéliens réservistes aient été utilisés comme soldats officiels justement dans les territoires qu'ils occupent, si bien qu'en Cisjordanie de nombreux palestiniens se sont retrouvés à devoir se soumettre non plus d'une manière officieuse mais désormais officiel aux exactions des spoliateurs de terre, devenus d'un jour à l'autre une autorité militaire. Disant cela nous ne voulons pas nier que le système général d'une certaine production technologique a eu son *input* initial dans l'administration du secteur militaire, mais plutôt que la portée générale de la politique-guerre a des terrains de recherche divers ainsi que divers régimes d'application non sectorialisables.

Si l'on tient compte de cette organisation des rapports de domination, la militarisation prend alors comme une de ses significations possible celle d'un devenir, d'une sorte d'élargissement, et confirme l'équivalence entre guerre et Etat. Ce que l'actualité donne à voir c'est le dévoilement flagrant de cette unité, la chute de toute promesse émancipatrice fantomatique provenant de l'Etat et du capital, telle qu'elle a été fictivement présentée aux générations du *welfare state*, qui au fond étaient celles qui avaient arrachées un rapport de force moins écrasé par la panoplie des dominants. L'idéologie institutionnel que présente l'« Etat », avec le E majuscule, comme un produit abstrait d'accords internationaux des derniers siècles, comme la combinaison de pactes et de lois en équilibre dans un cadre normatif de progrès vers des formes toujours plus accomplies de *politique*, dans lequel l'élément de la guerre existerait en tant qu'« exception » dans le temps et comme processus de « militarisation » dans l'espace, est un mensonge

bon uniquement pour ceux qui voudraient revendiquer des ordres juridiques davantage garantistes au niveau local ainsi que des organes de tutelle internationale plus équilibrés. Cela ne conduirait pas bien loin, par exemple, de l'agonie culturelle pour une école *meilleure* et plus démocratique ou pour des recherches académiques moins liées avec les grandes multinationales de l'armement. Cela ne signifie évidemment pas ignorer ni désertier les situations dans lesquelles pourraient se développer des agrégations contre les processus belliqueux, comme l'université, mais plutôt tenir droit le gouvernail de la pensée sur la différence substantielle entre objectifs pour la reproduction d'institutions moins liées au secteur économique de la guerre et la tension pour une vie libre.

Pour ce qui est de comment sont en train de se fermer les rangs de l'appareil étatique autour de ses institutions cardinales (alias la P.A.) ou des ses organismes culturels (écoles et autres), il est peut-être plus nécessaire de trouver des mots communicables sur le changement de comment l'Etat regarde le citoyen et quelle est la nature du rapport social qu'il construit avec cela. En pratique, il semblerait qu'il n'y ait plus de zones franches dans les pratiques de l'espace social, ce qu'autrefois les démocrates pensaient à l'abri d'une participation active dans ce qui est une mobilisation totale et permanente de la population des Etats européens. Pourtant cet état de chose ne se base pas principalement sur la tentative de faire porter l'uniforme au citoyen ou d'en faire la cible des baïonnettes, mais sur le contrôle de sa disponibilité à être constamment mobilisé dans la reproduction des rapports de vie, sans se poser de questions, avec obéissance, avec la démonstration interrompue de leur filiation à l'autorité, dans le cas contraire c'est l'élimi-

numéro unique

nation du consensus civile qui les attend ; les deux années de Covid avec un décret par jour y compris à propos de la fréquentation des cousins et des oncles un jour sur deux est dans ce sens une représentation paroxystique. Ce n'est pas un hasard si les manifestations nées contre la gestion de la pandémie n'ont jamais été dirigées vers la demande de quelque chose, d'un droit de mouvement ou de service en plus, mais vers l'invocation d'une liberté générale de ce rapport oppressif.

Si au cours des dernières années l'histoire du monde semble avoir pris des voies inattendues, parfois décrites comme des accélérations, d'autrefois comme des retournements ou des changements d'un ordre mondial autrefois considéré comme stable, nous ne devons pas oublier que les tendances de la domination se déroulent sur le long terme, certaines claires depuis des décennies. Pour nous orienter dans ce chaos, une importante figure intellectuelle de la partie adverse comme Carl Schmidt nous donne une suggestion plutôt dénué d'idéologie : celui du paradigme ami/ennemi, qui dans la phase finale de sa vie il ne considère plus seulement dans le rapport entre États mais dans un panorama de conflictualité civile global, dans un espace neutre de la pure domination dans laquelle les droits de la citoyenneté ou leur absence, les statuts militaires ou civils, la discrimination morale ou juridique de l'adversaire, ne sont pas que des fantômes sans corps face à l'université de la technique des appareils de police. La figure de l'*ennemi*, autrefois nomenclature attribuée par l'État uniquement à certains groupes de combattants, est destinée selon le juriste allemand à se généraliser. Nous avons pu constater nous même, en l'espace d'une génération, que cela a eut lieu, allant jusqu'à toucher le citoyen lambda, qui pour seulement deux lignes publiées

sur les réseaux sociaux pourrait se retrouver identifié comme terroriste/ennemi absolu.

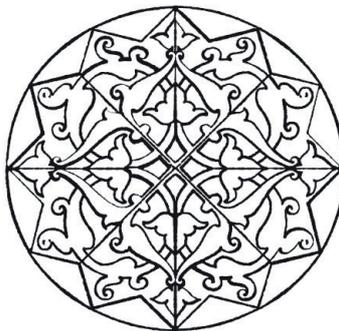
Dans les diagnostics historiques cette analyse n'est bien sûr pas une nouveauté, celle-ci a été presque un topos dans certaines lectures à cheval entre le début des années 2000 et les années 2010, que ce soit pour analyser la militarisation de l'espace urbain post 2001, qu'en ce qui concerne le prétendu « droit pénal de l'ennemi ». Qu'y a-t-il pourtant d'inédit aujourd'hui ? Tout d'abord, le fait que l'ennemi est potentiellement n'importe qui, pas seulement des groupes spécifiques, en fonction des diverses urgences qui désormais non seulement se suivent rapidement les unes les autres, mais se superposent aussi, tendant à l'entropie gouvernementale (des lois qui se contredisent, des conflits normatifs entre gouvernement central et administrations locales, le chaos de la numérisation et de la vie en ligne avec les tentatives d'encadrement légal, les contradictions évidentes entre les possibilités de vie réelles des personnes et les appareils juridiques, l'autonomie décisionnel des différents organes de l'État) ; en second lieu, la population jugée à géométrie variables comme criminogène parce qu'il n'y a plus de corps intermédiaires ni de pratiques *soft* de contrôle social comme le *welfare state*. Mais la chose absolument inédite c'est que, ce qui fait aujourd'hui l'objet d'une telle « accusation » ce sont toujours plus des sujets d'un bas niveau de conflictualité, voire même a-conflictuel, comme le cas de deux syndicalistes de Lille, mis sous enquête pour terrorisme à la suite d'un communiqué pro-Palestine.

Si le regard de l'État vers la citoyenneté, vers le front intérieur, ressort donc de manière désormais évidente comme une politique-guerre, il faut garder à l'esprit l'autre côté de la médaille. Le recueillement de ce rapport **il raccogli-**

LA TEMPÊTE

mento di questo rapporto, celui de l'affrontement civil, celui de la guerre civile, n'est pas unidirectionnel et tend à activer des circuits de violence bien plus vastes et grandement désordonnés. L'aggravation de la lutte de tous contre tous pour les possibilités de vie a déjà mis en place des dynamiques qui ne concernent plus la lutte sociale, mais des conflits toujours plus atroces entre les personnes dans des espaces de proximité horizontale, comme par exemple dans certaines périphéries européennes. Certains phénomènes de restitution belliqueuse comme ceux évoqués plus haut

pourraient avoir comme objet des personnes inconscientes et aussi ceux qui, comme nous, bien que conscients, pourraient se trouver à devoir avoir à veiller sur leurs arrières, ne redoutant pas uniquement les forces de l'autorité. ■





Walid Abu Shakra, *Sand storm*, 1978

LA TEMPÊTE



Samira Badran, *Limits of confinement 4*, 2015

La mégamachine qui ruisselle de sang

La réponse militaire de l'État d'Israël aux événements du 7 octobre rend visible le résultat d'un siècle de colonialisme de peuplement en terres palestiniennes. Le processus d'assujettissement des natifs arabes à pris peu à peu la forme d'une gigantesque expérimentation d'ingénierie carcérale hautement technologisée. Une des démocraties à capitalisme avancé les plus développées au monde se rend coupable d'atrocités énormes dans la tentative d'écraser définitivement une résistance qui, malgré les attaques, les expulsions, les exactions quotidiennes, l'apartheid, est encore capable de lever la tête. Alors que la situation à Gaza est toujours plus dramatique, avec des milliers de morts et des centaines de milliers de personnes fuyant un territoire presque entièrement dévasté, le conflit continue de s'élargir.

L'axe de la résistance, avec l'appui de toutes les formations arabes qui le soutiennent, expose les États-Unis à une pression croissante, comprenant des attaques directes contre les bases américaines en Irak et en Syrie, ainsi que contre les trajectoires commerciales dans la Mer Rouge. En plus de menacer les intérêts européens, le goulet d'étranglement s'étant créé dans le détroit de Bab el-Mandeb met en sérieuse difficulté l'économie égyptienne, déjà mal en point, avec de potentielles répercussions dans tout le nord de l'Afrique. La réponse toujours plus massive de bombardement américain contre ce qu'on appelle les *proxys* iraniens et contre les positions de Ansar Allah au Yémen, ouvrent par conséquent des scénarios dont les développements pourraient être imprévisibles. Tout cela s'inscrit dans un affrontement global

LA TEMPÊTE

plus large, entre de grandes puissances, pour la suprématie militaire et technologique, entre autres à partir de la guerre en Ukraine. Dans ce contexte, un aspect qui mérite l'attention, et qui nous place directement au cœur du conflit est sans aucun doute le rôle et le poids militaire croissant de l'Union Européenne qui, sans la moindre pudeur, s'expriment par l'expression « défense des valeurs de l'occident », et donc en parfaite continuité avec le génocide du peuple palestinien. Dans le cycle de restructuration actuelle, l'Union Européenne tente d'avoir davantage de poids dans les scénarios internationaux, là-où un retard dans l'intervention directe pourrait impliquer l'ouverture d'une profonde crise économique et sociale. En effet, si l'implication de l'Union Européenne en tant que partie fondamentale de l'alliance trans-atlantique semble se renforcer toujours plus, les actions individuelles visant à une certaine autonomie politique se multiplient. C'est dans ce contexte que doit être lu l'important signal lancé avec le financement de 50 milliards conclu fin janvier par l'Union Européenne, en soutien avec l'Ukraine (avec un supplément de 5 milliards pour l'*European Peace Facility* et le fond d'assistance militaire à l'Ukraine) justement au moment où les financements de l'autre côté de l'Atlantique ont atteint un minimum historique. C'est dans ce sens que doit être lu l'accompagnement européen de l'opération Prosperity Guardian dirigé par les Américains et les Anglais, ainsi que l'intervention autonome de l'Italie, de la France et de l'Allemagne, avec la mission Aspide, dans la Mer Rouge (qui s'ajoute elle aussi à des missions déjà existantes). En parallèle, le rôle toujours plus de premier plan de l'Union Européenne dans le cadre de l'OTAN se présente surtout comme le propulseur d'un véritable « Plan Marshall » de restructuration techno-

logique et militaire du bloc occidental.

Le 17 et 18 février 2024, les dirigeants des forces armées de l'Alliance se sont donnés rendez-vous à Bruxelles pour le Military Committee NATO. Le thème central : comment accélérer le processus de transformation des stratégies et des « capacités de combat » et comment assurer la mise en place immédiate des nouveaux « plan de défense » approuvés au sommet de Vilnius l'été dernier. Voici les paroles du vice-secrétaire du comité, l'amiral hollandais Rob Bauer : « Il s'agit des plans les plus complets dont l'OTAN s'est dotée depuis la fin de la Guerre froide. Jamais auparavant les plans de défense de l'OTAN et ceux des pays n'avaient été aussi étroitement liés [...] Ceux-ci contiennent les exigences de la structure de la force militaire (Force Structure Requirements), d'après lesquelles ont été fixé le nombre et la typologie des équipements et des systèmes d'armes requises, dans toutes les régions géographiques et les différents domaines. Militairement, les nouveaux plans de défense nécessitent plus de personnes, plus d'entraînements et d'exercices, plus d'arsenaux et de capacités opératives, des programmes d'investissement pour la défense plus important ». A l'inverse, voici la déclaration de Chris Badia, vice-commandant suprême de l'*Allied Commander Transformation* (ACT), le commandement basé en Virginie, chargé de mener les processus de transformation stratégique de l'OTAN : « Étant donné que la guerre de demain sera encore plus complexe du point de vue des différents domaines, nous avons besoin d'être encore plus rapide à tous les points de vue, et meilleurs que nos adversaires [...]. Nous obtiendrons cela grâce à des opérations intégrées multidomaine, donc en menant un conflit sans solution de continuité dans les milieux naval, terrestre et aérien.

numéro unique

Mais en plus de ces domaines classiques, il y en a deux nouveaux, le domaine cybernétique et celui spatial ». Et relativement au secteur spatial et de la guerre *cyber*, le général Chris Badia a expliqué que l'OTAN vise à accroître la coopération avec les acteurs non militaires : « Il existe diverses infrastructures civiles, en particulier dans le secteur spatial. Il n'est pas nécessaire de dupliquer chaque chose dans ce domaine, mieux vaut au contraire aller vers une extension et une transformation conjointe. Comment pouvons-nous coopérer avec le monde civil et trouver toutes ces synergies ? En synchronisant et en faisant converger, par exemple, les acteurs militaires et non militaires [...] pour en arriver à leur intégra-

de modernisation et d'innovation subissent une accélération sans précédent grâce à l'impulsion de la recherche sur la quantique et sur l'intelligence artificielle. « Les technologies quantiques sont sur le point de révolutionner le monde de l'innovation et pourraient changer les règles du jeu de la sécurité, y compris celles des guerres modernes », expliquent les dirigeants de l'OTAN. « C'est pour cela que la quantique est un des domaines technologiques auquel l'Alliance a donné la priorité en raison de ses implications pour la défense et la sécurité. Celle-ci inclut l'intelligence artificielle, la récolte de données et le *computing*, l'automatisation, les biotechnologies ainsi que l'*human enhancements* [littéralement *augmentation de*

la rhétorique lié à l'*human enhancement*, appelée aussi *human augmentation*, s'avère particulièrement efficace : à travers la promesse indéfinie et infinie de l'amélioration et du progrès on se familiarise avec cette déshumanisation de l'être humain qui trouve ensuite son accomplissement sur le terrain de bataille.

tion ».

Des déclarations de ce type n'ont bien sûr rien de nouveau, puisque l'actualisation et la transformation technologique constituent deux aspects fondamentaux de la dissuasion militaire et, a fortiori dans le domaine cybernétique, des programmes de ce type s'entrecroisent déjà en permanence depuis la seconde guerre mondiale. Cependant, aujourd'hui les moyens

l'être humain] ».

Cette course à la modernisation des systèmes d'armement est innervée, à travers la recherche scientifique, avec les activités des principales institutions académiques, organismes et sociétés aussi bien publiques que privées, européens et internationaux, et bénéficie d'un appui discret de l'opinion publique. De ce point de vue la rhétorique lié à l'*human*

LA TEMPÊTE

enhancement, appelée aussi *human augmentation*, s'avère particulièrement efficace : à travers la promesse indéfinie et infinie de l'amélioration et du progrès on se familiarise avec cette déshumanisation de l'être humain qui trouve ensuite son accomplissement sur le terrain de bataille. En fin de compte, c'est la même chose qui prévaut pour le monde du *wargame*, terme utilisé à tout bout de champs dans le domaine militaire pour définir les logiciels qui créent des scénarios belliqueux virtuels mais qui sont surtout développés dans le secteur du *gaming* commerciale. C'est le cas de la société *Slitherine* situé à Milan, qui, avec le *Command Modern Operations*, un simulateur militaire universel capable de reproduire en détails chaque aspect aussi bien logistique que militaire, a rafflé le marché mondial du secteur. De l'aveu de son directeur général, « le boom » a eu lieu avec l'utilisation massive de ses « jeux » au cours des différents confinements pendant la pandémie de Covid. Aujourd'hui l'édition *pro* de *Command Modern Operations* est utilisée dans plus de 23 pays différents et par plus de 150 entités, parmi lesquelles l'armée de l'Air, la Marine et le corps des *marines* américains, le *Defense Science and Technology Laboratory* au Royaume-Uni et l'armée de l'Air allemande, en plus d'entreprises comme *Boeing*, *Bae* et *Lockheed Martin*. A ce sujet, la revue *Wired* rapporte ce que défend Ralph Chatman, membre dirigeant du Département Scientifique de la Défense états-unienne au début des années deux mille : « Les jeux virtuels ne t'enseignent pas à marcher dans les hautes herbes, mais ils t'enseignent comment penser quand tu marches dans les hautes herbes, et c'est un avantage considérable en vue du moment où tu te retrouveras effectivement à marcher dans les hautes herbes ». En apparence banale, la réflexion confirme le fait que l'ersatz

électronique n'est pas une pure fiction, mais plutôt un *telos*, une *praxis* et un *ethos*, c'est-à-dire une fin, un acte et une éthique. Que le domaine de la simulation soit un domaine stratégique pour l'entraînement, cela est une chose notoire. En revanche, il est moins connu que c'est désormais une partie fondamentale dans le développement de l'intelligence artificielle et du *machine learning*. Ces logiciels, en effet, jouent contre eux-mêmes et contre des experts militaires en chair et en os, apprenant tout seul à mettre en acte les meilleures stratégies à appliquer dans des scénarios réels. Ce n'est pas un hasard si les puissantes « machines de calcul » qui rendent possible les applications de l'intelligence artificielle utilisent les fameuses GPU (*Graphics Processing Unit* : des processeurs graphiques très puissants développés également dans le domaine du *gaming* et faisant l'objet d'une guerre commerciale depuis des années déjà) plutôt que les classiques CPU (*Central Processing Unit*). Nous voyons les résultats de ces *wargame* directement appliqués à Gaza avec des systèmes de *targeting* comme *Gospel*, un système utilisé par l'armée israélienne pour produire des objectifs à frapper en très peu de temps.

Cette course folle vers la suprématie dans la vitesse de la transmission de données, nous la retrouvons, pour rester dans le domaine de la *human augmentation*, aussi bien dans le style euphorique des annonces de Elon Musk (avec Neuralink) que dans les études bien plus préoccupantes des organismes de recherche comme la *RAND Corporation*. Si dans le premier cas, la rhétorique est entièrement centrée sur la possibilité de soigner certaines maladies, dans le second l'interface homme-machine « pourrait servir comme moyen de communication ultra-rapide pendant les opérations militaires ». Dans l'étude « Plagues, Cyborgs,

numéro unique

snd Supersoldiers. The Human Domain of War » publié par la RAND le 2 janvier, on affirme entre autres choses que : « l'ingénierie génétique sera un terrain d'une importance primordiale dans la stratégie de la guerre future [...] et pour la création de super-soldats, y compris grâce aux modifications génétiques qui amélioreraient les capacités physiques et

saisir les éléments de discontinuité par rapport au passé. L'impact inédit que semblent avoir les nouvelles technologies, et avec elles les rapports de production contemporaine sur le degré d'aliénation des masses, se manifeste par une importante difficulté à transformer une opposition et un mécontentement diffus mais encore éthéré en actes concrets qui puissent

A la difficulté qu'il y a à concrétiser aussi bien sous forme d'attaque que de construction d'altérité par rapport au système dominant, il faut aujourd'hui ajouter le puissant rôle que tiennent les technologies, en particuliers celles informatiques, dans la sublimation d'exigences qui sans elles exploseraient dans toute leur matérialité.

psychologiques des individus ».

Ce cadre partiel, dans le domaine de l'innovation technique de la machine militaire, est déjà suffisant pour tracer certains des aspects fondamentaux des guerres en cours, parmi lesquelles le conflit en Palestine. Les politiques des États nationaux se coagulent entre eux dans des dynamiques très semblables à celles qui ont précédées les grandes guerres du siècle dernier, en mobilisant la société civile pour qu'elle adhère idéologiquement et physiquement aux injonctions du bloc de référence (dans notre cas la rhétorique des valeurs de la démocratie de type occidentale dirigée par l'OTAN) et aux grands plans de restructurations. Mais dans cette phase, il est urgent de

reconstruire une perspective révolutionnaire. A la difficulté qu'il y a à concrétiser aussi bien sous forme d'attaque que de construction d'altérité par rapport au système dominant, il faut aujourd'hui ajouter le puissant rôle que tiennent les technologies, en particuliers celles informatiques, dans la sublimation d'exigences qui sans elles exploseraient dans toute leur matérialité.

Ce processus de sublimation a désormais lieu à tous les niveaux dans l'existence des individus et, en l'absence de déraillement, on assistera bientôt à la disparition de l'activité humaine telle que nous la connaissons (grâce à l'intelligence artificielle, à la quantique et à l'ingénierie génétique). Ce qui est en jeu aujourd'hui c'est

LA TEMPÊTE

ce savoir-faire, aujourd'hui plus que jamais en danger, qui demande toute notre matérialité.

Le pouvoir montre actuellement, une nouvelle fois et comme une infinité de fois, son véritable visage (hélas aussi grâce à Telegram) et ce qui hier étaient des menaces deviennent aujourd'hui de véritables agressions aussi bien sur le front intérieur que sur celui extérieur. Dans cet affrontement en devenir, la grande variable reste le degré d'intégration des masses aux processus productifs qui donne naissance à la guerre là où le moyen de production coïncide avec le moyen de destruction. Un tel niveau d'aliénation, quand même un génocide diffusé en direct ne secoue pas les consciences plus que ça, s'ajoute à la volonté de puissance des États avec leurs découvertes mortifères. Par ailleurs, l'artificialisation du vivant consiste justement à cela : la substitution du milieu naturel et du geste humain par quelque chose de programmable et de domestiqué. Nous devons donc toujours nous rappeler ceci : la gestion technique de la catastrophe joue en faveur de cette substitution qui est la seule bouée de sauvetage **ancora di salvezza** pour les assassins en uniformes. C'est précisément cela que nous dit le cri de Gaza et de la Palestine. Il y a encore une humanité qui, malgré le prix très élevé, ne se rend pas. La forme qu'a pris la résistance

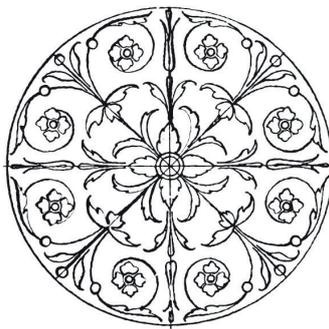
palestinienne est une forme particulière dans laquelle jouent des facteurs sociaux et culturels bien complexes. Des formes de lutte parfois éloignés des nôtres car corroborées par la croyance religieuse, perméables aux jeux de pouvoir internes et externes qui cependant, à la fin des comptes, représentent quand même un des derniers fronts de lutte directement anti-colonial¹. Ce front n'est pas constitué uniquement par l'opposition militaire. Ce front est une des dernières lueurs, de cet attachement à la terre, considérée comme le lieu indissoluble de la vie et de la culture. La Terre avec laquelle il existe une relation d'échange égalitaire, où le geste a encore une valeur directe de cause à effet. Sans cet attachement (diamétralement opposé à l'attachement artificiel sioniste²), le peuple palestinien aurait déjà été chassé. En tant qu'anarchistes internationalistes, nous avons une énorme responsabilité dans ce moment. Les thèmes historiques qui ont agité les révolutions du passé sont cristallisés devant nos yeux, irrésolues, sous forme d'un nouveau cauchemar scientifique totalisant. Quelque chose joue en notre faveur, et ce n'est pas rien : plus la machine devient complexe et plus elle devient fragile, plus elle devient envahissante et plus elle expose ses mille ganglions disséminés à travers le territoire. Plus la barbarie

1 Si le seul fait d'être « un des derniers fronts de lutte directement anti-colonial » est un argument, il est pour le moins douteux et nous laisse perplexe : vers où cela nous mènerait-il si on déclinait ce souci de la « protection des derniers fronts de lutte » dans d'autre terrain de lutte ? En quoi le « contenu » ou les moyens d'une lutte seraient-ils meilleurs ou moins bon parce que c'est le « dernier front de lutte », ou inversement si c'en est un parmi des centaines d'autres ? (NdT)

2 Si on ne peut pas parler d'un attachement « terre à terre » tant il est construit sur des « fables » (comme des épisodes de l'Ancien Testament et d'autres textes sacrés), l'attachement sionistes à la terre d'Israël nous semble cependant est loin d'être artificiel au sens de « construit de toute pièce ». C'est un lien tout messianique, empreint de religiosité, entre réhabilitation, regard vers les passé et réalisation petit à petit d'une prophétie à faire venir. (NdT)

numéro unique

se manifeste, plus les raisons de ceux qui s'y opposent alimenteront les possibilités de son sabotage.■



LA TEMPÊTE



Hosni Radwan, *Exile 1*, 2022

Stratégies médiatiques de la domination et Palestine

En temps de guerre, contrôler les cœurs et les esprits de la population est d'une importance capitale pour ceux qui détiennent le pouvoir. Les moyens de communications ont pour fonction de construire le consensus, et ils sont solidement contrôlés par le système dominant. Cependant, il est intéressant de remarquer qu'il y a une méfiance croissante envers les médias officiels. Cette méfiance est due à un décalage évident entre une partie de l'opinion publique et les choix mis en œuvre par les gouvernements des pays capitalistes occidentaux par rapport aux récentes graves crises internationales : l'épidémie de SARS-Cov-2, la guerre entre la Russie et l'Ukraine et le conflit au Moyen-Orient. Pour affronter l'épidémie de SARS-Cov-2 », le gouvernement a appliqué l'état d'urgence sanitaire, qui a conduit à une gestion véritablement militaire de la pandémie. Le pouvoir a pu expérimenter le contrôle et la manipulation de masse, exploitant la peur de la mort et de la maladie. Les moyens de communication ont mis en place une véritable propagande de guerre, et ceux qui ne se pliaient pas au récit dominant étaient désignés comme ennemi, ridiculisés et criminalisés.

Le dispositif de crise a aussi été appliqué à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, dont les issues étaient dès le début facilement prévisibles : l'Ukraine serait dévastée, l'Europe entière subirait des répercussions et l'humanité serait soumise au risque d'un conflit global et

nucléaire. La classe politique européenne n'a pas seulement refusé la voie de la médiation diplomatique, mais, au contraire, elle a sacrifié les ukrainiens en les armant et en les finançant en vue d'une action suicide au service des intérêts du capitalisme international. Pour garantir ces intérêts, la guerre en Ukraine que nous racontent les médias est une pure fiction. Non seulement car les fragments du récit sont faux – par exemple, des séquences de jeux vidéos ont été fait passées pour des scènes réelles, des images documentant des épisodes n'ayant absolument rien à voir ont été utilisés et de nombreuses nouvelles ont été inventées de toutes pièces –, mais c'est le sens général de ce tragique événement qui a été qui a été complètement falsifié, dans l'objectif de conditionner une opinion publique européenne qui est en grande partie opposée à des aventures militaires sur son continent.

Les médias ont discrédité et censuré toute voix critique, y compris celles des intellectuels libéraux, afin d'inciter à une prise de position suivant la dichotomie ami/ennemi : ou tu es avec la guerre douloureuse mais nécessaire du monde libre et démocratique, ou tu es un philo-russe, un pro-Poutine.

Dans la guerre contre les palestiniens, Israël et le bloc occidental qui le soutient ont avec eux la majorité des médias internationaux, dont la fonction est de délégitimer l'action du 7 octobre de la résistance palestinienne (sic!),

LA TEMPÊTE

de justifier l'opération militaire et le génocide des palestiniens, de cacher et de criminaliser la mobilisation internationale en soutien au peuple palestinien, et enfin de justifier l'extension du conflit. Les médias utilisent systématiquement un double standard pour décrire et commenter l'action des occidentaux et de ceux qui sont considérés comme des ennemis. Par exemple, si le blocus maritime dans la mer Rouge n'était pas réalisé par Ansar Allah (désignés par le terme de « Houtis ») mais par les occidentaux, il ne serait alors pas décrit comme une action terroriste, mais comme une intervention humanitaire dans le respect du droit international.

La propagande de guerre, c'est-à-dire le récit

avait permis au grand public de connaître, au mois en partie, la réalité de la guerre, minant le front intérieur et contribuant à la naissance de mouvement de lutte qui ont eu une influence sur la défaite des États-Unis. Par la suite, les stratégies militaires pour le contrôle de l'information ont évoluées, et avec l'intervention militaire en Irak de 1991, l'armée états-unienne a imposé le modèle du journalisme *embedded*, c'est-à-dire assujetti et incorporé à la machine guerrière.

Actuellement, le gouvernement israélien empêche aux journalistes de circuler librement dans les zones de guerre. Comme l'a admis la « *Repubblica* », pour être autorisé à entrer dans la bande de Gaza, les journalistes doivent

En comparant les stratégies médiatiques employées par le pouvoir pour construire le récit des deux scénarios guerriers (l'Ukraine et la Palestine), on met alors en évidence le fait que les techniques de manipulation sont identiques.

des événements en faveur de son propre camp, remonte à l'antiquité, depuis Homère et le *De Bello Gallico* de Jules César, jusqu'à l'utilisation de l'intelligence artificielle pour créer des réalités parallèles. Le rôle de la presse dans la promotion des choix va-t-en-guerre des gouvernements a toujours été de première importance, il suffit de penser à Benito Mussolini, directeur du « *Popolo d'Italia* », qui avec son interventionnisme poussait l'Italie à participer à la Grande Guerre.

Pendant le conflit au Vietnam, la liberté d'action permise aux journalistes occidentaux

être incorporées dans l'armée israélienne et respecter un protocole qui, selon le comité rédactionnel du quotidien, applique une censure de type militaire et non pas de type politique. Mais Raffaele Oriani, collaborateur du « *Venerdì* » de « *Repubblica* », n'a visiblement pas été rassuré par l'impartialité garantie par un tel protocole, au point d'en arriver à démissionner, après douze ans de service, en déclarant que « *ce massacre possède une escorte médiatique qui le rend possible. Cette escorte c'est nous* ».

En comparant les stratégies médiatiques em-

numéro unique

ployées par le pouvoir pour construire le récit des deux scénarios guerriers (l'Ukraine et la Palestine), on met alors en évidence le fait que les techniques de manipulation sont identiques.

La décontextualisation : l'action de la résistance palestinienne du 7 octobre est racontée comme une agression terroriste isolée du contexte et de l'histoire. Omettre que depuis des années Israël attaque militairement les civils, provoquant des milliers de victimes, poursuivant un processus de nettoyage ethnique

tine, alors que la déstabilisation de la région menée par le front de l'OTAN pour élargir sa zone d'influence est devenue opérative depuis 2014 au moins, avec Euromaidan et les bombardements sur le Donbass et sur les autres régions russophones.

La falsification : des épisodes pour le moins controversés sont utilisés en appui de sa propre propagande. Sont alors fabriquées des nouvelles qui n'ont pas de sources sûres, et qui sont souvent démenties au moment où leur usage instrumentale n'est plus indispensable. Par

Mais la tendance la plus récente de la manipulation médiatique est celle qui consiste à faire croire que le bloc capitaliste occidentale se dissocie de la violence du gouvernement israélien, et qu'elle cherche une médiation pacifique.

est une prise de position visant à attribuer les responsabilités du conflit aux palestiniens. D'après la propagande israélienne, les palestiniens sont ceux qui provoquent la guerre depuis 1947, c'est-à-dire depuis la décision du leadership palestinien de boycotter la résolution 181 de l'ONU qui prévoyait la répartition de la terre entre deux entités politiques, résolution grâce à laquelle la communauté internationale légitimait, de fait, le projet colonialiste du sionisme. De la même manière, l'invasion de l'Ukraine de la part de l'armée de la Fédération Russe est décrite comme le début de la guerre dû à un raptus expansionniste de Pou-

exemple, concernant l'explosion du gazoduc Nord Stream, au début les médias occidentaux ont attribué cette explosion à la Russie, malgré le fait que Biden avait auparavant ouvertement déclaré que « Si la Russie envahit, il n'y aura plus de Nord Stream 2 ». Par la suite, la thèse de l'auto-sabotage se révélant peu crédible, et voulant écarter l'OTAN de la responsabilité d'avoir détruit une infrastructure stratégique pour l'Europe, les médias ont diffusé l'hypothèse que les responsabilités devaient être attribuées à des « forces ukrainiennes », sans plus de précisions.

De la même manière, l'attaque militaire du

LA TEMPÊTE

7 octobre n'a été immédiatement raconté que comme un massacre indiscriminé de civils, alors que selon des sources successives et plus précises, plus de la moitié des victimes sont des militaires et des policiers, et une partie des civiles a été tuée par les bombardements de l'armée israélienne elle-même, conformément à la « Directive Hannibal ». Par ailleurs, il faut considéré que les colonies sont des installations militaires, les colons sont armés et ils sont une partie active de l'occupation des territoires et de la chasse des natifs.

Le récit émotionnel : les médias se focalisent sur les atrocités qui auraient été commises par les résistants palestiniens (décapitation d'enfants et violences sexuelles sur les femmes), appuyant la propagande israélienne sans rapporter les démenties de la partie adverse et en cachant les atrocités perpétrées depuis des décennies et de manière systématique par l'armée, par la police israélienne et par les colons. L'objectif est d'amener les populations à se rallier immédiatement et émotionnellement aux sionistes. La violence est donc présentée comme une arme illégitime uniquement quand elle employée par les ennemis de l'Occident, tandis qu'est nié le fait que la violence est au centre de tout processus colonial et que l'homme colonisé ne peut que se libérer dans la violence et à travers cette violence qui définit le système oppressif dans lequel il vit.

La personnalisation : on nous raconte les biographies de quelques otages israéliens, afin de nous pousser à nous identifier avec eux, tandis que les milliers de morts et les otages palestiniens prisonniers dans les prisons israéliennes sont une masse informe sans visage dissimulée derrière la notion de « victimes collatérales ». De la même manière, les informations à propos des victimes dans les régions considérées comme philo-russes sont rares tandis que les

récits sur les victimes ukrainiennes abondent, et quand il s'agit de soldats néonazis bien souvent ils sont encensés comme des héros tombés pour la liberté.

Les va-t-en-guerre appliquent un des pires leviers du consensus : la déshumanisation de l'ennemi qui depuis toujours sert à justifier les massacres les plus infâmes. Les arabes et les slaves sont décrit en utilisant un langage zoologique, comme des êtres inférieurs et sous-humains, suivant la pire rhétorique raciste et nazie.

Les médias comme agent de contre-insurrection préventive

Un grand mouvement de solidarité internationale s'est activé en soutien avec la population palestinienne, une véritable épine dans le pied pour l'État Israélien et pour le bloc de pays qui le soutiennent. Régulièrement, les médias ont tenté de désagréger ce mouvement, dans ce cas aussi à l'aide d'une stratégie qui s'est déployée en plusieurs phases. Les manifestants ont d'abord été accusés de défendre le terrorisme. Puis quiconque soutiendrait les palestiniens ou critiquerait l'opération de l'État israélien a été considéré comme antisémite. L'antisémitisme est donc instrumentalisé, et ce n'est pas un hasard si quand les médias font le bilan des actions antisémites ils mélangent dans le même panier les actions véritablement racistes avec les initiatives critiques et les actions d'opposition au gouvernement israélien. On est ainsi arrivé au paradoxe d'accuser d'antisémitisme les juifs antisionistes qui, manifestant dans le monde entier en solidarité avec le peuple palestinien, clarifient le fait qu'attaquer le gouvernement de Netanyahu et antisémitisme ne sont pas synonymes.

Mais la tendance la plus récente de la ma-

nipulation médiatique est celle qui consiste à faire croire que le bloc capitaliste occidentale se dissocie de la violence du gouvernement israélien, et qu'elle cherche une médiation pacifique. Ce récit est en contradiction avec la réalité des faits : les pays occidentaux envoient des financements, des armes et des flottes en soutien à Israël, ils mettent en garde les pays voisins de ne pas intervenir, et dans les instances des institutions internationales ils s'opposent aux résolutions de condamnation envers Israël. Évidemment les opérations militaires israéliennes sont convenues et partagées avec les États-Unis et l'Union Européenne. La propagande sert dans ce cas à mettre les occidentaux à distance d'une co-responsabilité avec les crimes israéliens. Les gouvernements occidentaux pourraient intervenir pour bloquer le génocide à Gaza, mais ils alimentent au contraire l'expansion du conflit vers une guerre régionale. En même temps, les médias cherchent à minimiser et à normaliser la guerre dans le but d'habituer l'opinion publique à la situation et à réprimer les mouvements de protestation.

Guerre contre la vérité et limites de la communication télématique

La guerre contre la vérité menée par le régime sioniste n'est pas seulement idéologique, mais aussi matérielle : plus d'une centaine de journalistes ont été tués par les *Israeli Defense Forces* à Gaza, beaucoup suite à des attaques de drones ou de missiles téléguidés. Dans le reste d'Israël les journalistes non alignés ont subi des dizaines d'arrestations et de détentions administratives. Le gouvernement israélien a ainsi cherché à gagner le monopole de l'information, mais il n'y parvient pas grâce à la force de la résistance ainsi qu'au courage et au sacrifice de nombreux activistes.

Les principaux moyens d'informations appartiennent aux grands groupes financiers et industriels ou aux gouvernements, les journalistes occidentaux se forment à l'intérieur des paradigmes dominants du capitalisme néolibéral, et pour les orienter il n'est même plus nécessaire d'utiliser l'instrument *fort* de la censure. Une certaine description véridique persiste dans les pays où résiste une certaine déontologie professionnelle, comme aux États-Unis ou en France, certainement pas en Italie, où la falsification de la réalité est si flagrante qu'une partie de la population a cessé d'y croire. Pour preuve l'effondrement de l'audimat du journal télévisé ainsi que des ventes toujours plus faibles des quotidiens nationaux. Ce n'est pas un hasard si cette tendance s'est accentuée suite à la gestion médiatique de l'épidémie de Covid. Certes, il existe une partie importante de la population qui adhère idéologiquement au système, et une partie politiquement désintéressée et expropriée de son désir de connaissance ainsi que des facultés cognitives. Mais il existe aussi une autre partie importante qui ne se fie pas au système et qui considère que ce qu'on lui raconte est faux. Le fait qu'il y ait une méfiance croissante envers le système dominant est pour nous un élément positif, mais il faut reconnaître que pour le moment ce scepticisme semble agir uniquement sur le plan de la conscience des exclus, qui commencent à trancher certains de ces fils qui les reliaient à la société, parmi lesquels, justement, celui de l'adhésion au système médiatico-spectaculaire de la domination.

D'un autre côté, les canaux d'informations alternatifs sont toujours plus suivis, ce qui dénote un désir de ce qu'on aurait autrefois appelé contre-information, et ceci est un état de fait qu'il faut prendre en compte indépendamment de la qualité des contenus et de l'orien-

LA TEMPÊTE

tation politique des divers blogs, canaux Telegram, etc etc.

Internet est le lieu où ces *différentes* sources se propagent en raison de la facilité d'utilisation, des potentialités de diffusion infinies qu'il garantit et pour ses coûts, décidément faibles par rapport aux instruments traditionnels de contre-information (presse et radio). Mais si l'espace virtuel semble redéfinir le système médiatique, accordant quelques illusions de décentralisation, cela semble toujours plus éloigné de la promesse de liberté que les théologiens du web de droite et de gauche donnaient pour garanti. A travers l'oligopole des entreprises qui possèdent les infrastructures du réseau, le système capitaliste n'a concédé un semblant de fluidité à la communication télé-

de *fake news*. Par ailleurs, « sans une certaine forme de censure, la propagande au sens strict du terme est impossible ».

Certains exemples de cette censure sont la chasse aux soi-disant « *fake news* » pendant la pandémie de Covid, la fermeture des canaux russes suite à la guerre contre l'Ukraine, la fermeture des réseaux internet à Gaza. Sous nos latitudes aussi, nous avons pu nous rendre compte à quel point les instruments de communication télématique ne sont pas si libres qu'ils le paraissent – il suffit d'un *post* en soutien à la Palestine pour retrouver son compte sur un réseau social suspendu ou voir la DIGOS frapper à sa porte, comme cela est arrivé à un réfugié algérien ici en Italie – et l'aggravation des conflits militaires ainsi que la hausse

Si des communistes et des anarchistes sont parvenus à publier leurs journaux même sous des régimes totalitaires, en recourant à la clandestinité, comment agirons-nous à l'intérieur d'un système de communication toujours plus otage des technologies, dont l'accès n'est pas libre mais otage de la volonté d'entreprises ou de gouvernements ?

matique que pour en faciliter la croissance et son expansion au niveau global. Mais en cette période de guerre la tendance est en train de s'inverser : de nos jours les instruments de communication non alignés sont victimes du contrôle et de la répression policière, ils sont noircis ou pointé du doigt comme diffuseurs

souhaitable du conflit social ne pourront que révéler la véritable nature du web.

Le système de la communication télématique a en effet des limites intrinsèques qui s'adaptent peu à la nécessité de ceux qui veulent combattre une domination toujours plus envahissante : les structures physiques qui le font

numéro unique

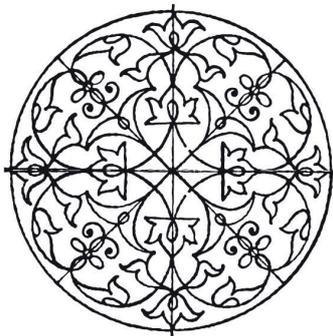
fonctionner sont fortement centralisées et solidement tenues par le complexe militaro-industriel, elles sont hautement énergivores et en cas de révolution nous n'aurions pas les compétences techniques pour les gérer ; les plateformes sont la propriété d'entités privées qui peuvent exclure à leur bon gré les contenus qu'ils ne partagent pas, et la dictature de l'algorithme favorise automatiquement les contenus pro-systèmes, bloquant ceux radicaux. Par ailleurs, ces instruments sont toujours duales, c'est-à-dire qu'ils permettent de communiquer mais servent aussi aux différentes polices pour contrôler et réprimer les subversifs.

Les prémices de la répression contre la liberté d'expression peuvent être identifiées en rappelant les perquisitions dont ont fait l'objet différentes personnes pendant le Covid, coupables d'avoir écrit des *post* dissidents sur les réseaux sociaux. En ce qui concerne la sphère plus strictement militante, l'intense répression vis-à-vis de ces composantes du mouvement anarchiste qui dans les dernières décennies ont gardée active la conflictualité contre l'État et le capital est un révélateur des évolutions en cours. Au sommet de cette tendance on trouve l'utilisation du régime de détention 41bis, véritable prison de guerre réservée aux ennemis de l'État. Dans ce régime, tout type de communication externe-interne est empêché, les révolutionnaires prisonniers ne peuvent plus communiquer avec le monde hors de la prison. A titre d'exemple, citons la déclaration faite par Alfredo Cospito au tribunal de surveillance de Sassari le 20 octobre 2022. Ce document politique a été censuré et, jusqu'à présent, il n'a pas été diffusé et ne peut pas l'être. D'autres exemples de censure concernent l'utilisation toujours plus fréquente de l'accusation d'incitation au crime et au délit, avec parfois la circonstance aggravante de finalité de terro-

risme, les demandes d'arrestation pour les discours prononcés au cours de rassemblement et l'application de mesures préventives pour avoir écrit des articles.

Certaines enquêtes judiciaires récentes contre les anarchistes (Scripta Manent, Sibilla, Diana, Scripta Scelera) ont concernées aussi et surtout la publication de journaux et la tenue de sites internet, par ailleurs, des saisies de publications et d'une imprimerie commerciale ont aussi eut lieu, ainsi que la suspension de sites internet. L'Occident est toujours plus dominé par des politiques de crise et les démocraties évoluent vers des modèles de gouvernement toujours plus autoritaires. Le futur proche qui se profile est placé sous l'enseigne de la censure et de la manipulation. En ce qui concerne ce dernier aspect, l'introduction de l'intelligence artificielle – nouvel instrument sophistiqué de manipulation de la réalité – introduit des scénarios inédits et inquiétants. Si des communistes et des anarchistes sont parvenus à publier leurs journaux même sous des régimes totalitaires, en recourant à la clandestinité, comment agirons-nous à l'intérieur d'un système de communication toujours plus otage des technologies, dont l'accès n'est pas libre mais otage de la volonté d'entreprises ou de gouvernements ? Nous sommes persuadés que la dérive autoritaire, dont la censure et la propagande de guerre sont des expressions, est un signe de crise et de faiblesse de la domination capitaliste, qui ira en faveur d'une rupture entre les exclus et le système, comme cela est déjà en train d'arriver timidement. Si la parole fait de nouveau peur, c'est parce qu'elle peut trouver des oreilles disposées à l'écouter. ■

LA TEMPÊTE



Carnages en Palestine

La raison des Etats contre l'humanité

Ces gens ne sont pas comme nous ! Un peuple de sauvages ! Ils l'ont bien cherché ! Ils ne comprennent que la violence ! Peu importe l'âge, leurs enfants ne sont que des assassins en puissance ! De la graine de terroriste ! Si on les ensevelit vivants sous un tapis de bombes, c'est leur faute ! C'est les lois de la guerre ! On n'a pas le choix, c'est une guerre de civilisation !

Depuis le 7 octobre, combien de fois, en tentant d'allumer une radio ou une télé, aurons-nous entendu ce genre de monstruosité qui, pour justifier le bain de sang qui dure sous nos yeux, visent à déshumaniser une partie de l'humanité, à l'instar de toute propagande génocidaire. Le droit de se défendre serait le droit d'exterminer des civils par dizaines de milliers, d'en affamer des millions, de raser systématiquement leurs maisons, leurs hôpitaux. Parce que ces civils n'en seraient pas vraiment, parce que soupçonnés d'être des terroristes par nature, quel que soit leur âge, quelle que soit leur condition, parce que désignés peuple arriéré. Une responsabilité collective les lierait. Elle autoriserait toute forme de punition collective, fût-elle la peine de mort elle aussi collective. Il serait admissible de tuer des enfants dès

lors qu'ils seraient nés dans le mauvais peuple, parce qu'ils seraient par essence coupables. Parce que ce ne serait pas vraiment des humains, donc pas vraiment des enfants. Parce qu'ils seraient des « *animaux* », des boucs émissaires qui peuvent être immolés sur l'autel de la raison d'État ! Il faut bien que quelqu'un paie ! Du moins il y aurait des peuples et certains seraient des élus, une terre leur serait promise par un dieu. D'autres seraient maudits et ingrats. Si peu reconnaissants des quelques miettes qu'on daigne leur laisser de cette même terre dont ils sont chassés, qu'ils mériteraient d'être bombardés sans vergogne. Il existerait des peuples et certains seraient forcément victimes, d'autres forcément fautifs, au minimum comptables des fautes de ceux qui les gouvernent. Ils auraient des droits différenciés et même un niveau d'humanité différencié.

De fait il existe un problème d'humanité ! Ou plutôt de bestialité ! Une idéologie pourrissant la tête de ceux et celles qui finissent par penser que le carnage programmé d'une partie de l'humanité pourrait se justifier. Miroir de ce monde d'États de droit, policés, moralisateurs, qui, avec leurs médias, leurs élus, sont capables de chercher à légitimer une tue-

CARNAGES EN PALESTINE

rie de masse de dizaines de milliers de civils annoncée, documentée et même revendiquée. Une boucherie en direct fondée sur une division de l'humanité entre peuples, lesquels pourraient être punis selon qu'ils seraient catégorisés bons ou mauvais, tenus ou non pour responsables des exactions de leurs dirigeants.

Et puis pourquoi un gouvernement d'extrême droite radicale limiterait-il l'extermination de civils quand les USA, le plus puissant des Etats dits de droit lui garantissent un soutien inconditionnel ? Inconditionnel au point où, dès que nécessaire, ils le réapprovisionnent en obus et font usage de leur droit de veto pour bloquer toute pauvre résolution susceptible de limiter un peu le bain de sang ! Pourquoi un pouvoir notoirement raciste refrènerait-il ses opérations de nettoyage ethnique quand tant d'États de droit le cautionnent, critiquant du bout des lèvres ou préférant détourner le regard.

Pourquoi Netanyahu se gênerait-il et ne viserait pas systématiquement les hôpitaux dès lors que la double pensée édictée par la propagande médiatique permet de présenter ces boucheries autrement que comme du terrorisme ? Car pour l'idéologie séparant l'humanité en catégories artificielles concurrentes, ce n'est pas la planification de massacres ciblant des civils plutôt que leurs autorités qui détermine si un acte relève du terrorisme, mais les identités attribuées aux victimes et aux tueurs. Les assassinats de masse commis par un pouvoir

peuvent être assimilés par ses soutiens au « droit de la guerre », à des « dégâts collatéraux », voire tout au plus à une « réaction disproportionnée », à l'extrême limite à une « bavure », jamais à du « terrorisme ». En revanche le terme sera souvent associé aux victimes civiles afin de justifier le carnage.

L'éloignement, physique, national, culturel ou politique, devient une faute. La proximité, une vertu. La stratégie de saucissonnage du prolétariat permettant aux Etats d'occulter les véritables antagonismes liés à l'exploitation sociale a beau être aussi vieille qu'eux, elle reste de mise. L'hypocrisie n'est pas nouvelle, les Etats dits de droit pratiquant le terrorisme de longue date et à grande échelle ! Preuve, s'il en fallait : Hiroshima et Nagasaki, où, pour affirmer leur toute-puissance atomique, les USA n'hésitèrent pas à sacrifier sous le feu nucléaire plus de 200 000 civils dont le seul tort était d'être nés japonais et qui furent pour cela condamnés à payer de leur vie les exactions de leurs dirigeants. Il est vrai que la vie des populations, quelles qu'elles soient, n'a jamais été une préoccupation majeure des Etats, quels qu'ils soient. Pas seulement les régimes ultra-autoritaires mais donc également les démocraties de marché, qui, derrière le spectacle de leur universalisme de façade, tordent la réalité pour afficher une indignation unidirectionnelle trahissant des intérêts politiques et économiques.

Le cynisme flagrant de ces Etats explique en partie pourquoi la question de la Palestine mobilise beaucoup plus que

La raison des Etats contre l'humanité

celles divers massacres éloignés comme ceux du Darfour, où les victimes civiles se comptent pourtant en centaines de milliers. Leur hypocrisie n'a rien d'étonnant, mais elle décuple la colère et laisse entrevoir des failles que ne connaissent pas les Etats ouvertement autoritaires.

Là où on peut être surpris, en revanche, c'est dans les réunions pour Gaza ou sur les réseaux sociaux militants. On constate des réactions laissant entrevoir un parallèle avec ce « double-standardisme » identitaire. On remarque par moments une tendance à tordre les faits dans tous les sens pour éviter de condamner explicitement d'autres massacres de civils, ceux organisés par la direction militaire du Hamas durant lesquels des centaines de personnes ont été abattues uniquement parce que considérées comme juives. Les enfants israéliens ne pouvant en aucune façon être tenus pour responsables, de près ou de loin, des multiples exactions du gouvernement de Netanyahu, le fait même de les cibler que ce soit pour les kidnapper ou les assassiner, constitue la preuve que cet acte visait des humains non pas en raison d'une éventuelle complicité directe avec la politique israélienne d'apartheid mais à cause de l'attribution d'une supposée race.

Là aussi, en fonction d'une ethnie assignée, des enfants et autres civils ont été tués délibérément par une structure étatique dont les calculs politiques n'ont que faire de la vie des gens, qu'ils soient étrangers ou sous son contrôle. Là encore on nous fait parfois le coup du « ils

l'ont bien cherché » avec en prime un amalgame cynique entre dirigés et dirigeants.

On observe dans certaines réflexions de militants « de gauche » comme une indifférence essentialiste, comme une distorsion de l'indignation. A croire que pour eux l'assassinat de masse et la prise en otages de simples individus sur la base d'une différenciation ethniciste pourrait, selon les cas, être interprétés autrement que comme un acte de barbarie fasciste. A se demander si beaucoup de ces « de gauche » ne seraient pas en fait de droite ? C'est à se demander si l'idéologie libérale divisant l'humanité en identités concurrentes n'aurait pas développé une version « de gauche », avec simplement une hiérarchisation différente... une autre déshumanisation raciste... Un autre « il faut bien que quelqu'un paie »...

A se demander si une tendance à penser en termes de « responsabilité collective » puis de « punition collective » à l'instar de l'extrême droite ne gagnerait pas les esprits ?

Pourtant un minimum de cohérence révolutionnaire impose d'afficher une dénonciation énergique du racisme sous toutes ses formes, sans la moindre ambiguïté et sans la moindre exception. Pas seulement parce qu'on ne peut espérer subvertir le monde sans combattre l'idée de races humaines, mais aussi parce que toute manœuvre confusionniste sur la question fait le jeu de la propagande nationaliste, notamment de sa version is-

CARNAGES EN PALESTINE

raélienne, qui n'attend que ça pour amalgamer antisionisme et antisémitisme.

On entrevoit, toujours dans ces réunions, une tendance à considérer que, face à l'ampleur du massacre en cours, celui du 7 octobre ne serait qu'un détail, un « détail de l'histoire »... Certes la multiplication des atrocités planifiées par Tsahal entre dans une logique génocidaire, certes « *les rapports sociaux de la région sont le produit de la situation coloniale* », mais ça ne légitime pas tout et n'importe quoi, un massacre de civils reste une abomination portant la marque des idéologies fascistes.

Et un nombre de morts inférieur ne saurait le rendre plus tolérable ! Si on commence à graduer les tueries de populations, ce sera quoi la prochaine étape ? Leur hiérarchisation ? à l'instar de ce que nous impose le spectacle médiatique, qui en fonction de critères forcément absurdes les traite différemment pour en légitimer certaines. Entrer dans le jeu de la compétition entre victimes comme nous le suggère ce cirque pervers ne ferait pourtant que le valider, assurant une victoire idéologique aux tenants d'une division ethnonationaliste de l'humanité.

Il est même arrivé dans certaines discussions militantes qu'on entende avec effarement des discours minorant la question du viol ! Elle semblerait tout d'un coup taboue, pour ne pas dire secondaire. L'agression sexuelle serait-elle devenue une arme de guerre acceptable selon l'origine des violeurs et celles des

victimes ? L'auraient-elles bien cherché ? Certains viols pourraient-ils se justifier parce que « *les rapports sociaux de la région sont le produit de la situation coloniale* » ?

On dénote parfois dans certains propos militants une tendance à s'offusquer qu'on utilise le terme « terrorisme » pour qualifier l'assassinat et la prise en otages de civils, dont de nombreux enfants ! Ces derniers pourraient-ils être considérés comme responsables de la politique génocidaire du gouvernement israélien d'extrême droite radicale ? Y aurait-il des cas où cibler des civils plutôt que leurs dirigeants pour susciter la terreur dans une population pourrait être défini autrement que comme du terrorisme ? En fonction de quels critères... la « race »... le « peuple » ? On voit jusqu'où peut mener l'essentialisme ! Qu'Israël pratique un terrorisme d'État systématisé et à niveau bien supérieur n'y change rien ! A quoi ça rime de reproduire la merde des ultra sionistes, dont le racisme revendiqué se double depuis au moins Deir Yassin d'un terrorisme assumé ayant pour finalité d'imposer une guerre ethnique ne laissant aucune possibilité de coexistence ? Les imiter ou cautionner ceux qui les singent, ce serait se laisser entraîner dans leur stratégie de purification ethnique fondée sur la barbarie, ce serait leur accorder la certitude de l'emporter ?

En fait on ressent parfois dans certaines réunions ou des textes militants une pression moralisatrice visant à interdire toute critique contre la direction du Ha-

La raison des Etats contre l'humanité

mas, au prétexte que ce serait une forme de « trahison » ! Parce que le Hamas serait la résistance... Parce que ceux qui se disent « légitimes pour représenter le peuple palestinien » exigent un « *soutien inconditionnel* »... Mais à qui ? A un groupe réactionnaire, nationaliste, patriarcal et homophobe, qui réprime les volontés de liberté de la population qu'il contrôle...

Pourtant depuis longtemps a été faite la critique du « soutien inconditionnel », synonyme de chèque en blanc à des formations politiciennes se posant en représentants d'un groupe humain qu'elles prétendent diriger. L'exact opposé de la solidarité de classe, fondée, elle, sur l'idée que, combattant un même système, les luttes sociales se renforcent mutuellement en convergeant dans l'autonomie, à travers le partage sur un pied d'égalité d'analyses et d'expériences.

Dénoncer l'oppression que subissent des personnes est une chose, une chose indispensable. Reprendre aveuglément à son compte les discours, parfois nauséabonds, de ceux qui se veulent leurs chefs en est une autre... qui en plus contribue à entériner cette confiscation de la parole. Si, contrairement à la solidarité, la logique de soutien oblige à valider des opinions que nous ne partageons pas, le contorsionnisme auquel elle nous condamne s'avère d'autant plus intenable qu'il serait « inconditionnel » !

Pourrait-on appuyer le mouvement Femmes, Vie, Liberté qui lutte en Iran contre un pouvoir ultra-réactionnaire

sans nous-mêmes mettre en cause celui-ci ? Pourtant s'interdire de critiquer la direction du Hamas, ce serait aussi s'interdire de combattre son parrain iranien !

Ne pas s'autoriser à condamner les pratiques du Hamas reviendrait également à ne pas se permettre de dénoncer le Qatar, qui lui fournit, avec la bénédiction d'Israël, les moyens de son clientélisme via le versement annuel de centaines de millions de dollars. Le Qatar, qui, est-il besoin de le rappeler, est responsable de la mise au travail forcé de dizaines de milliers de travailleurs immigrés, dont près de 6000 seraient morts sur les chantiers de la Coupe du monde de foot 2022. Faudrait-il également détourner le regard quand cette monarchie absolue criminalise l'homosexualité ?

Mêmes délires homophobes chez les alliés idéologiques du Hamas que sont l'AKP en Turquie et les Frères musulmans en Egypte, par ailleurs responsables l'un comme l'autre de répressions sanglantes contre toute forme de contestation. Comment pourrait-on dénoncer ce que subissent les populations du Kurdistan tout en épargnant Erdogan, responsable de tant d'exactions à leur égard ?

Les communicants néofascistes Dieudonné et Soral nous foutent la gerbe depuis trop longtemps, mais on ménagerait le Hamas et l'Iran avec lesquels ils ont toujours entretenu des liens étroits.

Et puis affirmer que le Hamas serait

CARNAGES EN PALESTINE

la résistance à Israël, c'est valider l'idée que le Hezbollah le serait également puisqu'il affronte lui aussi l'Etat sioniste. Avec cette logique il faudrait se taire quand Hassan Nasrallah, son secrétaire général, appelle, à tuer les membres de la communauté LGBT+ libanaise, comme il l'a fait en juillet 2023 ! Il faudrait oublier que dès 2012 cet autre allié du régime sanguinaire iranien s'est engagé militairement auprès de l'Etat syrien pour écraser la révolte populaire dans un déluge de violence inouï !

Un des arguments invoqués pour récuser tout reproche contre la direction du Hamas est qu'une majorité de Palestiniens soutiendraient cette filiale des Frères musulmans. C'est en tout cas ce qu'affirment les leaders sionistes aussi bien que ceux du Hamas lui-même, les uns comme les autres y trouvant un intérêt évident. Mais s'il était si apprécié par la population qu'il dirige pourquoi le Hamas aurait-il systématiquement besoin de réprimer durement toute contestation sociale comme il l'a fait en mars 2019 contre « La révolte des affamés » ? Pourquoi observe-t-on chez tant de gens qu'il entend contrôler une tendance au dédagisme ?

D'ailleurs, la question n'est pas tant de savoir comment vérifier cette prétendue « popularité » que de s'interroger sur l'interprétation que l'on pourrait en tirer de toute façon. Non seulement la cote d'opinion favorable de politiciens n'a jamais été une garantie révolutionnaire – au contraire –, mais la réalité politique en Palestine est depuis des décennies

marquée par de continuelles interventions du pouvoir israélien pour briser tout esprit de résistance. Et la stratégie sioniste, qui a d'abord favorisé l'émergence du Hamas pour concurrencer l'OLP, avant de réussir à corrompre l'Autorité palestinienne, agit pour ne laisser que des options pourries aux Palestiniens, coincés entre deux pouvoirs aussi clientélistes que réactionnaires. Deux boutiques concurrentes mais avec un point commun, un acharnement à fliquer la population et à restreindre toute tentative d'auto-organisation à la base.

Que, face à ce choix impossible, une partie de la population, dépouillée de tout, préfère encore le groupe le mieux organisé, le moins collaborationniste ou assurant le meilleur service clientéliste peut être compréhensible. Mais ce n'est pas une raison pour qu'une critique révolutionnaire s'interdise de dénoncer les directions politique ou militaire d'un parti aussi réactionnaire que religieux. Ce n'est pas une raison pour cautionner par un silence gêné leurs saloperies, risquant par là-même de tomber à pieds joints dans le piège tendu par le régime sioniste. Ce n'est pas une raison pour assimiler l'ensemble des Palestiniens à leurs dirigeants, à l'instar de ce gouvernement d'extrême droite radicale, qui espère ainsi justifier le bain de sang perpétré par Tsahal.

Être solidaire, c'est aussi profiter ici de sa liberté de parole pour émettre des critiques qui sont immédiatement réprimées quand elles sont prononcées sur place par des personnes révoltées. Et

La raison des Etats contre l'humanité

comme il n'est pas question de prétendre s'exprimer en leur nom, il faut bien dire ce qui à notre sens ne va pas. S'il n'est pas question de jouer les moralisateurs envers une population qui subit une violence épouvantable, on ne va pas se gêner avec tous les pouvoirs qui veulent la manipuler, au premier rang desquels tous les Etats qui tentent d'avancer leurs pions dans la région. Et ils sont nombreux, d'Israël à l'Iran en passant par les pays occidentaux, les monarchies du Golfe, la Turquie...

Mais pourquoi ces tendances à tordre les faits ? Pourquoi nombre de « révolutionnaires » choisissent de s'enfermer dans la négation du caractère éminemment réactionnaire du Hamas ? En seraient-ils des soutiens ? par choix ? ou par lâcheté ?

Ou serait-ce lié au mythe prétendant que l'union à tout prix fait forcément la force ? Synonyme d'alignement derrière le parti dominant, quitte à nier ses pratiques fascisantes et à lui servir de tremplin... Serait-ce dû à un aveuglement volontaire ? L'horreur de la situation à Gaza amènerait-elle à préférer le simplisme d'une dérive campiste refusant de voir une moitié de la réalité ? L'aphorisme aussi ridicule que binaire « les ennemis de mes ennemis sont mes amis » aurait-il encore frappé ?

Après avoir conclu en 1939 un pacte de non-agression avec Hitler, Staline a finalement contribué à la défaite nazie, cela ferait-il de lui un camarade ? un dicteur contre qui il n'aurait jamais fallu

émettre le moindre reproche ?... A une époque, c'est ce qu'affirmaient certains milieux soi-disant « révolutionnaires », qui n'hésitaient pas à taxer d'acte de trahison fomenté par la réaction toute critique subversive contre la Nomenklatura prétendument « communiste ».

Ou alors ce déni double-standardiste serait-il dû pour certains au fait de considérer qu'au fond on ne peut pas exiger la même chose des humains en fonction de l'étiquette ethnique qui leur est assignée ? Mais penser qu'on ne peut en attendre autant de certaines personnes ne dénote-t-il pas un profond mépris paternaliste envers celles-ci ? Une condescendance traduisant un racisme non pas anti-juifs mais anti-arabes !

Ou alors existerait-il une peur de dire une partie de la réalité parce que cela pourrait desservir la cause palestinienne ? Sauf que ce serait là un bien mauvais calcul, l'ambiguïté faisant fuir nombre de révolutionnaires et pas seulement ! Il serait quand même utile de se demander si cette absence de volonté d'appeler un chat un chat n'est pas contre-productive et si on n'aurait pas été bien plus nombreux dans les manif pour Gaza si la condamnation du Hamas avait été plus claire et plus franche.

C'est bien de dénoncer le « deux poids, deux mesures » hypocrite des Etats de droit qui s'offusquent différemment en fonction de l'identité de victimes civiles, c'est encore mieux si on ne saborde pas cette critique en reproduisant sous une autre forme leur logique de « double

CARNAGES EN PALESTINE

standard » ethniciste.

Surtout, on n'a pas besoin de ménager le Hamas pour dénoncer le sionisme, au même titre que tous les nationalismes. Quoi que fasse la direction du Hamas, rien ne justifiera jamais que les civils sous sa coupe se fassent massacrer pour l'exemple. On n'a pas besoin de taire quoi que ce soit pour faire le parallèle entre Israël et l'Afrique du Sud de l'apartheid, tous deux se comportant, sur des bases racistes, comme une démocratie représentative avec les uns et comme une dictature avec les autres.

Rien n'empêchera de constater que l'Etat israélien est raciste par essence puisqu'en fonction de l'identité ethnique qu'il attribue aux humains il invite certains à s'installer sur le territoire qu'il contrôle et en expulse d'autres dont les familles y sont présentes depuis des siècles. Rien n'empêchera de rappeler que pour permettre aux partisans du sionisme d'être majoritaires cet Etat a été originellement fondé sur la planification d'une campagne de nettoyage ethnique basée sur la terreur. Terrorisme d'Etat depuis systématisé pour invisibiliser et réduire au silence ces humains qu'il juge à jamais indésirables.

Et quand il ne chasse pas, ne torture pas ou ne tue pas ces derniers, il les parque à ses portes dans des mégaprisons à ciel ouvert dont il a en partie confié la gestion domestique à l'Autorité palestinienne et au Hamas. Gardant ainsi à portée de main des travailleurs taillables et corvéables à merci, sans avoir à sub-

venir aux besoins de ce vivier de serfs de réserve, qui survit en grande partie sous perfusion étrangère. Doublement captive car piégée par un chômage systémique lié au blocus et aux multiples destructions des infrastructures organisées par Tsahal, cette main-d'oeuvre est d'autant plus exploitable que la frontière avec Israël est l'endroit au monde où une séparation physique entre deux territoires limitrophes affiche le plus grand différentiel de PIB par habitant : en moyenne en 2022 un humain de Gaza vivait avec 28 fois moins qu'un humain d'Israël !

Cela n'empêche pas qu'y soient aussi surexploités des sans-papiers venus du monde entier, notamment de Thaïlande, les capitalistes, quels qu'ils soient, utilisant les mêmes techniques de division et de mise en concurrence du prolétariat pour lui imposer toujours plus de pression et accroître leurs profits.

D'ailleurs, en matière de division du prolétariat, le Hamas ne fait pas mieux. N'a-t-il pas tué et pris en otages des sans-papiers thaïlandais ? Mais aussi des Bédouins, notamment des employés agricoles, qui s'ils ont la nationalité israélienne n'en pas moins quotidiennement opprimés par l'Etat hébreu. Mais quelle idée a bien pu motiver, chez les dirigeants du Hamas, l'organisation de l'assassinat comme du kidnapping de précaires thaïlandais et bédouins, eux aussi victimes du régime sioniste ? S'il faut certainement chercher du côté du nationalisme, on peut aussi s'interroger sur son corollaire direct, la xénophobie !

La raison des Etats contre l'humanité

Pour le moins on constatera, une fois de plus, que catégoriser et séparer l'humanité en différentes nations, en différents peuples amène mécaniquement à diviser les exploités et menace leur capacité à s'unir pour résister au capitalisme. Preuve supplémentaire, s'il en fallait, que le 7 octobre n'a rien à voir avec la lutte des classes ni même avec une quelconque forme de résistance sociale.

En fait, il faut certainement revenir sur la notion de résistance comme sur sa mise en scène destinée à légitimer une structure étatique ultraréactionnaire. Qui résiste vraiment à l'heure actuelle ? La direction politique du Hamas planquée à Doha ? Sa direction militaire, qui, à l'abri de ses tunnels, a sciemment programmé le massacre du 7 octobre sans pouvoir ignorer que la réaction israélienne serait terrible pour les Gazaouis ? L'Autorité palestinienne corrompue ? Ou la population de Gaza et de Cisjordanie qui tente de survivre sous une pluie de bombes et de balles israéliennes ! Les véritables résistants ne sont pas ceux qui s'érigent en représentants et veulent s'appropriier le terme, ce sont, bien sûr, toutes ces familles plongées dans une misère absolue, qui voient les leurs assassinés, mais qui excluent de baisser la tête ! Ce sont elles qui paient de leurs vies leur refus de céder face à l'entreprise de purification ethnique planifiée par le régime sioniste. Ce sont elles qui subissent, elles qui galèrent, elles qui demain pourront et devront renverser la table. Comme partout c'est à la population de se réapproprier sa vie localement

et d'y décider de son sort, pas à nous, pas plus à ceux et celles qui confisquent leur parole en prétendant les gouverner. Ce qui ne doit pas empêcher la solidarité d'exprimer ses idées, dès lors qu'elle évite le paternalisme donneur de leçons. Mais être solidaires avec nos frères et sœurs de là-bas, celles et ceux qui appartiennent à l'immense majorité des humains exploités, celles et ceux qui se rebellent contre tout autoritarisme, implique de ne pas les mettre en danger en soutenant les politiciens qui les écrasent !

Dans ce sens on peut aussi s'interroger sur ce que l'on entend par « révolution » et sur la « résistance » qui va de pair. S'agit-il simplement de contester le pouvoir à une force d'occupation, pour lui substituer un Etat nationaliste ? S'agit-il de ne s'opposer qu'à une seule et unique source d'oppression quitte à reproduire les autres, qu'elles soient sociales, sexistes, racistes, liberticides... ? S'agit-il de participer à la logique de concurrence identitaire et s'enfermer dans l'idéologie dominante qui cherche à masquer les antagonismes de classe liés à l'exploitation de l'humain par l'humain ? S'agit-il de nier que toutes les nations, tous les peuples ne sont que des parties séparées de l'humanité dont la majorité a en commun de subir une minorité qui a, elle, en commun de détenir le pouvoir économique et politique ? Une élite sociale qui pour mieux nous faire trimer s'acharne à fragmenter le prolétariat mondial en redistribuant les miettes de façon différenciée et en essayant de nous faire gober sa « guerre de civilisation ».

CARNAGES EN PALESTINE

Lutte-t-on pour mettre en place des gouvernements qui à l'arrivée ne valent guère mieux que les puissances dictatoriales qu'ils ont remplacés ? pour des pouvoirs dont la finalité est de s'installer en nouvelle bourgeoisie qui exploitera le reste de la population ? Lutte-t-on pour offrir à une future élite la direction d'un Etat ? Aurions-nous subitement oublié que le colonialisme est toujours le fait de structures étatiques devenues assez puissantes pour exporter la domination qu'elles exercent sur une partie de l'humanité vers d'autres fragments de celle-ci ?

Ou alors s'agit-il de se battre pour beaucoup plus que ça ? De résister collectivement à toutes les formes de domination, maintenant et partout, sans les hiérarchiser, sans frontières, sans attendre de fumeuses étapes intermédiaires !

Lors de multiples discussions avec des camarades dans les manifs pour Gaza un argument revient en boucle comme un mantra à propos du Hamas : ce ne serait pas le moment de s'attarder à le critiquer face à l'ampleur de la catastrophe actuelle provoquée par la politique génocidaire du régime sioniste. Il faudrait d'abord que ça se calme... Pas franchement convaincu par l'argument au vu des guéguerres de pouvoir orchestrées par certains soutiens peu soucieux d'affaiblir la solidarité, ce texte est quand même resté bloqué quelques mois à attendre au fond d'un ordinateur. Ce qui en soi n'est pas bien grave, pour ne pas dire totalement dérisoire.

Ce qui craint, c'est que ça ne se calme pas, l'horreur ne s'arrête pas, comme si on ne pouvait rien faire contre cette folie, comme si on ne pouvait qu'assister à ce spectacle morbide dont la majorité, lassée, semble se désintéresser, comme si on ne pouvait que devenir fou face au compteur des victimes. Et quand ça se « calme » un peu, c'est sous la menace que ça empire encore !

Pourtant, par-delà les réserves et critiques sur certains discours, il est impensable de rester les bras croisés quand pendant des mois, amalgamant dirigeants et dirigés, une armée massacre délibérément des dizaines de milliers de civils. Impensable de négliger le sort d'humains endurent le terrorisme d'Etat si on prétend révolutionner le monde. Impensable de ne rien dire, de rester autocentré sur des arguties franco-françaises. D'autant plus que refuser sa solidarité à ces victimes de la violence d'Etat, au nom de l'absence de clarté de certains groupes, reviendrait à reproduire cet amalgame entre une population qui subit et des politiciens qui n'aspirent qu'à la commander.

Ne pas se sentir concerné serait oublier un peu vite qu'on vit sur le même bateau, que le palier qui vient d'être franchi dans la gestion des populations touche tout le monde. Si par le passé les Etats dits « de droit » ont déjà donné dans les massacres de milliers de civils, la rareté des images et l'éloignement leur permettaient de différer la prise de conscience de la réalité le temps que le spectacle médiatique détourne suffisamment l'attention. Avec

La raison des Etats contre l'humanité

cette guerre génocidaire en live, programmée, organisée, revendiquée, documentée, filmée, tiktokée, pendant des mois, il n'est plus question de masquer le terrorisme d'Etat à grande échelle. Reste alors à l'afficher pour montrer ce qu'il en coûte à une population de résister. Plus de 2 millions de civils pris en otages, affamés et torturés pour l'exemple, des femmes violées, plus de 35 000 civils assassinés délibérément, en direct, sous les yeux du monde entier... Et les autres Etats dits de droit qui ne bronchent pas ! Ce n'est pas seulement un chèque en blanc donné à un pouvoir fascisant, c'est un avertissement adressé à l'humanité qui oserait se révolter contre l'ordre établi : pour les Etats, qu'ils se disent ou non « démocratiques », la répression à un niveau de violence extrême est une option.

Tsahal, qui s'est attribué un droit de vie et de mort sur les Palestiniens, l'a de fait étendu sur quiconque pourrait les aider. Mais quand elle s'est permis de buter délibérément 7 humanitaires occidentaux dont l'ONG lui avait pourtant signalé la position exacte, là ça a commencé à faire beaucoup pour certains commentateurs et politiciens qui sentent bien que ça dérape trop loin. L'histoire risque de retenir qu'eux aussi ont été complices par leur silence de cette horreur. Même Biden fait semblant de s'énervé.

On voit alors nombre de politiciens ressortir de leur chapeau la solution à « deux peuples deux Etats ». Toujours prompt à se mettre en avant à n'importe quel prix Macron s'est ainsi associé à

Abdel-Fattah al-Sissi, dictateur égyptien amateur de Rafale, et à Abdallah II, roi de Jordanie pour proposer leur propre plan à deux Etats. Il faut dire que, en plus des avions de chasse français, ces trois-là ont en commun d'avoir interdit et réprimé violemment des manifestations de solidarité avec la population gazaouie.

Là où les différents promoteurs de projets à deux Etats divergent, c'est sur le nom de l'homme « providentiel » qu'ils comptent installer à la tête d'un futur Etat palestinien, chacun espérant placer son poulain. Grenouillages révélateurs du peu de cas que les Etats dits démocratiques font de l'avis des gens concernés.

Bien sûr la population palestinienne qui vit aujourd'hui sous les bombes israéliennes pourrait être tentée par la reconnaissance d'un Etat lui assurant un minimum de sécurité comparé à ce qu'elle subit actuellement. Fût-il étriqué et mis en coupe réglée par une élite locale dont le seul but est de le diriger. Mais comment accepter un plan prévoyant de ne rétrocéder qu'un cinquième de la Palestine à une population qui, en 1947, avant d'en être chassée représentait 70 % de ses habitants, plan validant la confiscation des quatre autres cinquièmes par un Etat continuant à pratiquer la ségrégation raciale et à nier le droit au retour de tous les réfugiés de la Nakba ? Présenter comme généreux un projet aussi inéquitable et ne pouvant être accepté que le couteau sous la gorge tient-il de l'aveuglement ou du cynisme ?

Face à cette mystification on peut com-

CARNAGES EN PALESTINE

prendre l'envie de réclamer une solution à « deux peuples un Etat », qui aurait au moins le mérite de ne plus interdire le droit au retour. Mais pour revenir sur quelles terres quand celles-ci sont occupées depuis des décennies ?

Se pose alors la question de la propriété des terrains et des bâtiments. A qui doivent-ils appartenir ? Aux personnes qui les possèdent maintenant et qui ont pu les acquérir grâce à la Nakba ? Aux précédents propriétaires ? Souvent de grands propriétaires terriens ottomans... Aux personnes qui les habitaient qu'ils en aient ou non été les possesseurs officiels ? Ce qui voudrait dire que ceux qui n'avaient à l'époque droit qu'à une petite mesure devraient s'en contenter pendant que l'ancienne bourgeoisie retrouverait ses palaces et que d'autres encore n'auraient rien du tout ? On voit bien que tout ça serait difficilement équitable et menacerait de ne générer qu'injustice et conflits permanents, notamment entre les deux « peuples ». Car on sera toujours confronté à la séparation de l'humanité en deux fragments cohabitant sur un même territoire. Et on peut compter sur les extrêmes droites de chaque camp pour souffler sur les braises et alimenter une double stratégie de la tension visant à imposer une guerre identitaire.

Aidés en cela par les politiciens partisans de la démocratie représentative qui, entrant en concurrence électorale les uns face aux autres, seraient vite tentés de jouer de l'antagonisme communautaire à leur tour, notamment via une course démographique.

Même si comme partout, cette compétition pour le contrôle d'un Etat n'empêchera pas une entente entre bourgeoisies pour gérer et se partager le gâteau. Un Etat, dont la finalité, à l'image de tous les autres, sera bien sûr de priver la population de sa capacité de décider afin de garantir son exploitation au bénéfice des classes dominantes.

Alors quoi ? Alors si on s'autorisait à aller plus loin ? Si on s'attaquait aux fondements du colonialisme que sont l'Etat et le capitalisme ? Si on osait remettre en question l'idée même d'Etat, l'idée de propriété privée, l'idée de frontières ? Si on essayait d'inventer autre chose que des rapports sociaux fondés sur l'accaparement des biens et sur l'exploitation de l'humain par l'humain ? Si on s'interrogeait sur la notion même de « peuples » et sur sa construction ? Ne procéderait-elle pas de la même logique que celle de « l'Etat-nation », qui ne peut que dériver en nationalisme et contribuer à atomiser le prolétariat mondial ? Les peuples n'ont-ils pas tendance à se concevoir en entité séparée du reste de l'humanité, participant à la division de celle-ci et à la mise en concurrence de ses fragments par les élites sociales avides de masquer les véritables divergences d'intérêts opposant dirigés et dirigés, exploités et exploités ? Des antagonismes de classe qui par-delà tous ces cloisonnements artificiels traversent l'humanité !

Alors si on envisageait une solution révolutionnaire : « zéro peuple, zéro Etat,

La raison des Etats contre l'humanité

zéro classe » ! Pour beaucoup une telle idée semblera utopique pour ne pas dire totalement folle ! Evidemment, vu le niveau de haine, ça sera compliqué, mais toujours plus réaliste que les « solutions » qui nous emmènent tout droit vers une logique de guerre ethnique totale. Toujours moins insensé que d'accepter le fatalisme ambiant qui nous pousse à ne plus réagir quand des milliers d'enfants sont assassinés ! Toujours moins débile que ce monde qui, à coups de sentences tant binaires qu'identitaires, légitime des massacres au nom d'une division ethnocentrique de l'humanité !

« Zéro peuple, zéro Etat, zéro classe » n'est bien sûr qu'une option, à construire collectivement, et ce sera à la population sur place de décider ce qu'elle veut, d'inventer ses solutions en fonction de ses envies et dynamiques sociales.

Reste à espérer qu'elle ait gagné suffisamment d'autonomie face aux différents intérêts qui prétendent la représenter et la diriger.

Reste à espérer qu'ici se développent des dynamiques où la solidarité avec les luttes autonomes de là-bas ferait résonner leur combat pour se libérer des colonialistes, réactionnaires et autres marchands de mort...

Dans la tempête d'une tendance structurelle vers la guerre, tandis que tous les chantres de la domination voudraient nous faire ouvrir grand la bouche face à l'impérieuse nécessité de la Force, les forces en jeu démontrent chaque jour un peu plus leur caractère *contingent*. L'OTAN est en train de perdre en Ukraine, l'Afrique bouillonne à nouveau, le commerce mondiale est mis en crise par un des pays les plus pauvres de la planète, les bases militaires états-uniennes sont frappées par des formations non étatiques. Voilà pourquoi la répression contre les immigrés (et les compagnons) avance. Voilà la raison des plans de réarmement, les annonces d'enrôlement de masse, la censure qui se montre sous son vrai jour. « Révolution ou guerre » : voilà un concept qui est déjà dans la matière du monde ; un concept qui, « *si étrange que cela puisse paraître, pourrait préserver des existences humaine* ». Alors que la tempête monte, ce *numéro unique* veut souffler dans ce sens.